

# UN SEUL MONDE



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Direction du développement  
et de la coopération DDC

N° 2 / JUIN 2019

Le magazine de la DDC  
sur le développement  
et la coopération

## ALLIANCES STRATÉGIQUES

Les partenariats public-privé pour le  
développement ne cessent d'augmenter

## ÉTHIOPIE

Le pays, en pleine mutation, est  
confronté à des conflits ethniques

## FORMATION DUALE

Dans quelle mesure le modèle de  
réussite suisse est-il exportable?



## DOSSIER

### PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ



#### 8 Des alliances stratégiques pour un impact plus fort

L'engagement des gouvernements et de l'ONU ne suffit pas à éradiquer la pauvreté.

## 12

#### « Il est essentiel de mieux mesurer l'impact social »

Entretien avec Karen E. Wilson, experte en finance durable à l'OCDE.

## 14

#### Des partenariats qui sauvent des vies

La Suisse soutient des plateformes pour améliorer l'accès aux médicaments contre les maladies négligées.

## 16

#### De la rizière à l'assiette : investir dans une production durable

Les producteurs de riz cambodgiens apprennent à cultiver cette céréale selon les principes de l'agriculture biologique.

## 18

#### De nouvelles perspectives professionnelles pour les Ukrainiens

La DDC et la société Geberit transforment la formation dans les technologies sanitaires en Ukraine.

## 19

#### Faits et chiffres

*Un seul monde* est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

## HORIZONS

### ÉTHIOPIE



#### 20 Plus de trois millions de déplacés dans un pays en pleine mutation

Les conflits ethniques en Éthiopie touchent particulièrement les petits paysans et les nomades qui parcourent les campagnes.

## 24

#### Sur le terrain avec...

Yemisrach Benalfew, responsable du programme « Migration et protection » de la DDC à Addis-Abeba.

## 25

#### Le meilleur est à venir

Le professeur Fasil Lencho évoque l'esprit de tolérance envers les groupes ethniques qui prévalait autrefois dans son pays.

## DDC



#### 26 Construire plus solide et plus local

Des ingénieurs suisses construisent avec les victimes du tremblement de terre des maisons plus résistantes.

## 29

#### Un logiciel qui fait fi des frontières

La DDC a fait développer en Tanzanie un outil informatique dédié aux assurances maladie. Ce dernier est également utilisé au Népal, au Cameroun et au Tchad.

## FORUM



#### 32 La formation duale et ses limites

Dans quelle mesure le modèle de réussite helvétique est-il exportable ?

## 35

#### Outil ou obstacle à la mise en œuvre de l'Agenda 2030 ?

Entreprises et organisations de la société civile voient les accords de protection des investissements d'un œil différent.

## 37

#### La jeunesse rwandaise, source d'espoir et d'inquiétude

Carte blanche : Alice Nkulikiyinka invite les jeunes à devenir des travailleurs indépendants.

## CULTURE

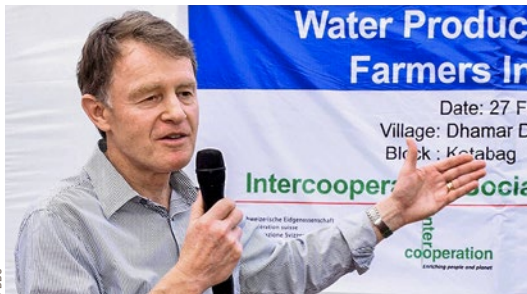


#### 38 Les femmes en or de La Paz

La troupe de théâtre bolivienne Kory Warmis confronte les spectateurs aux abus qu'ont subis ses membres. L'objectif ? Briser un tabou.

- 3 Éditorial
- 4 Périscope
- 31 DDC interne
- 41 Service
- 43 Coup de cœur avec Fatima Moumouni
- 43 Impressum

# JUSTE RÉUSSIR, C'EST RISQUER TROP PEU



En marge de l'Assemblée générale de l'ONU en 2015, la DDC a organisé une rencontre intitulée «Partenariats avec le secteur privé pour un développement durable». Un diplomate international de haut rang a mené les débats, en résumant la question ainsi: «Seuls quelques imbéciles aux États-Unis croient que le développement durable peut se passer de l'État et seuls quelques imbéciles en Europe pensent qu'il peut se passer du secteur privé.» Personne n'a protesté.

Il faut dire que le calcul est vite fait. Selon les estimations de l'ONU, pour que les Objectifs de développement durable puissent être atteints d'ici à 2030, le montant annuel des investissements (durables) doit s'élever à 2500 milliards de dollars. Dernièrement, l'aide publique internationale au développement oscillait entre 130 et 150 milliards de dollars par an.

Les agences de coopération, les entreprises privées, les organisations non gouvernementales et les institutions philanthropiques continueront de contribuer, selon leurs compétences et leurs ressources, à un développement durable sur les plans économique, social et écologique. Pour les acteurs étatiques tels que la DDC, il s'agit de soutenir, par exemple, les pays les plus fragiles qui attirent peu d'investissements étrangers en raison de risques trop élevés. Pour les entreprises privées, les opportunités d'affaires à la fois lucratives, sociales et respectueuses de l'environnement ne manquent pas, même dans les pays du Sud, sans que l'appui d'agences d'aide au développement soit nécessaire.

Pourtant, si les partenariats figurent parmi les Objectifs de développement durable de l'ONU (n° 17), c'est justement parce qu'il ne suffit pas d'additionner les contributions de l'État, du secteur privé et de la société civile. Il faut les multiplier. Le constat n'est pas nouveau. En 1999 déjà, lors du Forum économique mondial de Davos (GR), le Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, appelait le secteur privé à donner «un visage humain au marché mondial» en coopérant plus étroitement avec les organisations onusiennes, dans le but d'un monde meilleur.

Presque unanimement acceptée aujourd'hui, l'idée qu'un «monde meilleur» constitue non seulement un «devoir» pour le secteur privé, mais aussi un modèle commercial, était sans doute bien moins répandue il y a vingt ans. Cette tâche s'avère rarement facile. Les risques d'échec sont plus élevés dans les pays nécessitant d'importants investissements.

Réduire ces risques dans le cadre de partenariats avec le secteur privé peut constituer une mission clé des acteurs étatiques du développement. Deux conditions doivent alors être réunies: sans cette contribution étatique, l'investissement n'aurait pas lieu et celui-ci répond à des objectifs importants en matière de politique de développement.

Dans ce numéro, *Un seul monde* se propose de montrer l'importance croissante que la DDC attache à la coopération avec le secteur privé, que ce soit dans des partenariats pour le développement de médicaments contre des maladies tropicales ou pour former, via le système dual, des installateurs sanitaires qualifiés en Ukraine.

Avec nos partenariats, cumulons-nous les succès? Non. Mais juste réussir, c'est risquer trop peu.

*Manuel Sager*  
Directeur de la DDC



© Jorge Hinojosa/IRN4

## QUAND LE CACTUS REMPLACE LE MAÏS

(zs) Les températures ne cessent de grimper et les pluies se font rares dans la région semi-aride de Jacuípe, au nord-est du Brésil. Le changement climatique mettant le secteur agricole à rude épreuve, ce dernier n'a d'autre choix que de s'adapter aux nouvelles conditions. Fini le maïs : les éleveurs nourrissent désormais leur bétail avec du cactus. Si la plupart des espèces ne sont pas comestibles, les *Opuntia ficus-indica*, qui donnent des figues de Barbarie, « ont beaucoup à offrir » selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Outre leurs qualités nutritionnelles, elles sont capables de stocker de l'eau dans leurs branches. Elles peuvent ainsi fournir jusqu'à 180 tonnes d'eau par hectare : une quantité suffisante pour abreuver cinq vaches adultes en période de sécheresse. Autre avantage : un régime alimentaire composé de cactus diminue la méthanogénèse des ruminants et, en conséquence, les émissions de gaz à effet de serre d'après des recherches préliminaires.

## PLAN SANITAIRE AMBITIEUX

(cz) L'Ouganda a lancé, en janvier 2019, un Plan de réponse pour les réfugiés dans le secteur de la santé. Cet ambitieux programme quinquennal, mis sur pied en collaboration avec l'ONU et des ONG, vise à améliorer les soins. Coûts de l'investissement : plus de 100 millions de dollars par an. Selon le gouvernement, plus d'un million de réfugiés et sept millions d'Ougandais en bénéficieront. L'objectif est double : créer un accès équitable à des services de meilleure qualité et harmoniser la cohabitation entre réfugiés et locaux. « Notre pays a déjà joué un rôle de pionnier avec le développement et l'introduction du Plan d'action pour l'éducation des réfugiés. Aujourd'hui, nous faisons la même chose dans le secteur de la santé », souligne le Premier ministre, Ruhakana Rugunda. L'Ouganda a accueilli ces dernières années plus de deux millions de réfugiés. Il présente l'un des taux d'accueil les plus élevés du monde. Ce pays d'Afrique de l'Est est considéré comme très progressiste en la matière.

## UNE LOI HISTORIQUE

(cz) Le Parlement éthiopien a adopté l'une des lois sur les réfugiés les plus progressistes du monde. Près d'un million de personnes se verront accorder le droit de s'installer en dehors des camps. Elles pourront demander des autorisations de travail et des permis de conduire pour se déplacer dans l'ensemble du pays. Elles auront, de plus, accès à l'éducation et aux services financiers. « L'adoption de cette loi historique représente une étape dans la longue tradition éthiopienne d'accueil des réfugiés de la région. En leur permettant de mieux s'intégrer dans la société, l'Éthiopie sert de modèle pour le monde », a déclaré le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés Filippo Grandi. Ce texte législatif fait partie d'un programme plus large du gouvernement éthiopien visant à générer des emplois pour la population locale et les réfugiés. Pour ces derniers, quelque 30 000 nouveaux postes doivent être créés à moyen terme.

## SCOLARISATION MALGRÉ LA CRISE

(cz) Plus de 145 000 enfants réfugiés Rohingya ont commencé l'école en janvier, dans les camps de Cox's Bazar au Bangladesh. L'Unicef y a construit 1 600 centres d'apprentissage. « L'ampleur de la crise des réfugiés Rohingya exigeait une réaction rapide, mais nous n'avons pu répondre, pour l'heure, qu'aux besoins immédiats et n'avons pas été en mesure d'intégrer tous les enfants », explique Edouard Beigbeder, représentant de l'Unicef au Bangladesh. L'offre doit être étoffée au cours de l'année. Au total, 2 500 centres seront créés, permettant d'accueillir 260 000 élèves. Un problème majeur demeure : les jeunes entre 15 et 18 ans n'ont pas la possibilité de suivre une formation dans les camps. Ils sont donc particulièrement vulnérables,



© Thomas Nybo/Unicef



selon l'Unicef. Mariage précoce, travail des enfants, trafic d'êtres humains, maltraitance constituent quelques-uns des risques auxquels ce groupe d'âge est exposé.

#### **VIOLENCE À L'ENCONTRE DES FEMMES : DES MOYENS ACCRUS**

(cz) L'UE et l'ONU ont décidé d'investir 260 millions d'euros dans la lutte contre la violence à l'égard des femmes. L'initiative Spotlight soutiendra des projets dans treize pays d'Afrique et d'Amérique latine (Argentine, Salvador, Guatemala, Honduras, Libéria, Malawi, Mali, Mexique, Mozambique, Niger, Nigéria, Ouganda et Zimbabwe). Il s'agit du plus important engagement de ce type à ce jour, indiquent les deux institutions. Certains projets entendent combler des lacunes législatives. D'autres renforcent les institutions, encouragent l'égalité entre femmes et hommes ou fournissent des services de qualité aux victimes et à leurs familles. À plus long terme, l'initiative a pour objectif de développer les mouvements de femmes en Afrique et en Amérique latine.

#### **LE PARI DU SOLAIRE**



(cz) Le Kazakhstan a inauguré la plus grande centrale solaire d'Asie centrale en janvier dernier. Celle-ci ne comprend pas moins de 300 000 panneaux photovoltaïques, selon le gouvernement kazakh. L'installation, qui se trouve à Saran dans la région de Karaganda, est dotée d'une capacité de 100 mégawatts. À titre de comparaison, la plus grande centrale solaire suisse ne possède qu'une puissance de 8,3 mégawatts. D'ici à 2020, le plus grand pays d'Asie centrale prévoit de construire six centrales supplémentaires, d'une capacité totale de 261 mégawatts. Ces dernières années, il a déjà lancé plus de 50 projets pour moderniser ou construire de nouvelles installations solaires, éoliennes ou hydrauliques.



Avec l'entreprise saint-galloise WECONNEX, la DDC a mis en place, au sud du Népal, des centres d'approvisionnement en eau potable et en énergie, indépendants des réseaux.

©DDC



# DOSSIER PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ

---

**DES ALLIANCES STRATÉGIQUES POUR UN IMPACT PLUS FORT** PAGE 8  
**«IL EST ESSENTIEL DE MIEUX MESURER L'IMPACT SOCIAL»** PAGE 12  
**DES PARTENARIATS QUI SAUVENT DES VIES** PAGE 14  
**DE LA RIZIÈRE À L'ASSIETTE: INVESTIR DANS UNE PRODUCTION DURABLE** PAGE 16  
**DE NOUVELLES PERSPECTIVES PROFESSIONNELLES POUR LES UKRAINIENS** PAGE 18  
**FAITS ET CHIFFRES** PAGE 19

# DES ALLIANCES STRATÉGIQUES POUR UN IMPACT PLUS FORT

L'action des gouvernements et de l'ONU ne suffit pas à promouvoir un développement durable et une croissance équitable permettant d'éradiquer la pauvreté. Acteurs de la coopération et entreprises doivent unir leurs forces. Ces partenariats public-privé se présentent sous des formes diverses selon le but recherché.

Texte : Zélie Schaller

« Donner un visage humain au marché mondial. » Tel était le défi lancé par Kofi Annan aux entrepreneurs lors du Forum économique mondial, à Davos (GR), en 1999. L'ancien secrétaire général de l'ONU, décédé en août dernier, invitait l'économie privée à nouer une collaboration plus étroite avec les organes onusiens en vue d'un monde meilleur. Les partenariats public-privé sont ainsi devenus un instrument de politique de développement. Ils ont gagné en importance ces dernières années dans le cadre de l'Agenda 2030 des Nations Unies, les Objectifs de développement durable (ODD) ne pouvant être atteints sans l'aide du secteur privé. Les fonds publics ne suffisent pas : quelque 2500 milliards de dollars manquent chaque année pour la mise en œuvre des ODD.

S'ils visent à mobiliser des ressources financières supplémentaires, les engagements avec le secteur privé permettent également aux acteurs humanitaires et du développement d'accéder à des

connaissances et à des technologies nouvelles. Les entreprises peuvent aider le CICR à surmonter des problèmes opérationnels complexes par l'utilisation de la cartographie numérique, par exemple, pour mieux repérer les besoins et rétablir les contacts entre des proches séparés par un conflit.

Ces alliances stratégiques visent à accroître la portée et l'impact des projets de développement. Elles insufflent aussi un changement de mentalité, encourageant les firmes à assumer leur responsabilité sociale et environnementale. Combattant le travail des enfants dans le secteur du textile en Birmanie et en



Au Vietnam, la coopération suisse et Nestlé apprennent à des milliers de petits caféiculteurs à optimiser leur utilisation d'eau en fonction des saisons. Objectifs : garantir une quantité suffisante aux autres consommateurs et protéger l'environnement.

© Fondation Hans Neumann



Afrique de l'Ouest, Terre des hommes travaille avec les multinationales et leurs fournisseurs locaux pour qu'ils intègrent les droits de l'enfant dans leurs codes de conduite.

En contrepartie, les entreprises responsables jouissent d'une confiance accrue envers leur marque et d'un soutien substantiel des investisseurs, souligne l'ONU. Un environnement stable et sain est essentiel à la prospérité de leurs affaires. D'après la Business and Sustainable Development Commission, les ODD offrent une «stratégie de croissance formidable». Leur réalisation ouvrirait 60 opportunités de marché pour une valeur totale de 12000 milliards de dollars grâce aux gains de productivité dans quatre secteurs (alimentation et agriculture, développement urbain, énergie et matériaux, santé et bien-être).

Investir dans les pays en développement n'est, cependant, pas chose aisée.

Contexte économique difficile, risques élevés et faibles rendements constituent autant d'obstacles freinant les ardeurs des entreprises. «C'est précisément là qu'un bailleur de fonds tel que la DDC a un rôle à jouer: celle-ci catalyse des investissements privés au bénéfice des plus pauvres qui, sans son appui, n'auraient pas lieu», indique Guido Beltrani, responsable du Centre de compétence de la DDC pour l'engagement avec le secteur privé.

Les possibilités de collaboration couvrent de nombreux domaines: l'emploi et le développement économique, l'eau, la santé, la sécurité alimentaire, le changement climatique et l'environnement, l'éducation ou encore la migration. Pour le CICR, elles vont «de la télémédecine à la logistique». Des limites existent toutefois: les projets qui concernent le renforcement de la gouvernance locale ou la prévention des conflits font généralement davantage appel à l'État ou à la société civile qu'aux acteurs privés.

Avant d'unir leurs forces, les partenaires doivent afficher des valeurs communes et des intérêts convergents en vue d'un accord gagnant-gagnant. Ils précisent leurs attentes respectives, puis mutualisent leurs ressources et compétences pour apporter une plus-value, soit une solution à laquelle aucun des acteurs ne serait parvenu seul. Ils partagent les coûts et les bénéfices des opérations, de même que les responsabilités et les risques.

## Domages collatéraux

Au-delà des risques ordinaires (liés au pays ou au programme), les acteurs du développement encourent des dommages réputationnels à travers leurs partenariats avec le secteur privé. Leur image peut être entachée si un scandale éclabousse une entreprise avec laquelle ils collaborent. «Le même cas de figure peut, du reste, se présenter avec une ONG partenaire», tempère Guido Beltrani. Dans tous les cas, une analyse rigoureuse et prudente est menée avant tout engagement.

«Il faut exiger que l'entreprise retenue mette en œuvre une diligence raisonnable relative au respect des droits humains et de l'environnement, non seulement dans le cadre du projet commun, mais également dans l'ensemble de ses chaînes de valeur», détaille Laurent Matile, responsable du dossier «Entreprises et droits humains» chez Alliance Sud.

Les formes de collaboration varient en fonction du but recherché. Avec un seul partenaire, un projet innovant poursuivant toutes sortes d'objectifs peut être testé. Au Vietnam, la DDC travaille avec le géant alimentaire vaudois Nestlé à l'amélioration de l'irrigation dans le secteur du café. Desseins affichés: réaliser des économies d'eau pour une répartition équitable de cette ressource et protéger l'environnement.

Le Vietnam est le deuxième producteur mondial de café et le premier exportateur de la variété robusta. La culture





du café constitue un moyen de subsistance pour plus de deux millions de personnes, principalement dans les Montagnes centrales. Elle nécessite de grandes quantités d'eau et celle-ci vient parfois à manquer aux abords des plantations. Les productions agricoles vivrières comme le riz en pâtissent.

Les pénuries d'eau pourraient à terme toucher plusieurs millions de personnes,

le réchauffement climatique allongeant la durée de la saison sèche. Aussi la DDC s'est-elle associée à Nestlé qui, acquérant plus de 20% du café robusta vietnamien, peut convaincre les producteurs de modifier leurs habitudes. Les deux partenaires ont appris à des milliers de petits caféiculteurs à optimiser leur utilisation d'eau en fonction des saisons afin de garantir une quantité suffisante aux autres consommateurs.

## Entrepreneurs sociaux

Plus petits partenaires, mais non moins importants: les entrepreneurs sociaux. En Amérique latine et en Afrique, la Suisse appuie des hommes et des femmes qui mènent des projets novateurs, inclusifs et durables en faveur des familles défavorisées. Au Mexique, Manuel Wiechers Banuet fournit de l'énergie solaire hors réseau et à faible coût aux

# PRIME EN FONCTION DES RÉSULTATS

Les investissements affluent dans des activités promettant des rendements financiers élevés. Une logique dont souffre l'entrepreneuriat social. En collaboration avec l'organisation Roots of Impact, la DDC a développé une prime visant à améliorer la rentabilité des sociétés à fort impact et, par là même, leur attractivité pour les investisseurs: les Social Impact Incentives (SIINC). Les entreprises perçoivent celles-ci comme revenu supplémentaire, en échange de retombées sociales positives. Un exemple: le Village Infrastructure Angels, au Honduras. Ce consortium produit de l'énergie solaire dans les régions rurales pour les femmes entrepreneures, leur permettant de développer des activités génératrices de revenus. Les SIINC, octroyées selon le nombre d'heures de travail ou de nouveaux contrats signés, favorisent ainsi l'accès à l'électricité et l'autonomisation des

femmes, tout en accroissant les revenus des familles.

## Coup de pouce énergétique

La plateforme REPIC (Renewable Energy, Energy and Resource Efficiency Promotion in International Cooperation), lancée par la DDC, le Seco, l'Office fédéral de l'environnement et l'Office fédéral de l'énergie, promeut les énergies renouvelables ainsi que l'efficacité énergétique. Elle soutient des projets durables et prometteurs, qui répondent aux besoins locaux, dans les pays en développement et en transition. Au Népal, elle a collaboré avec l'entreprise saint-galloise WECONEX dans la mise en place de centres d'approvisionnement en eau potable et en énergie, indépendants des réseaux. Ces installations sont situées dans les villages des districts de Chitwan et de

Nawalparasi. Elles ont généré des emplois dans l'exploitation et les services tels que les livraisons d'eau à domicile.

## Un objectif stratégique

L'engagement de la DDC avec le secteur privé constitue une priorité stratégique, selon le Message sur la coopération internationale de la Suisse 2017-2020. Celle-ci doit intensifier ce type de partenariat et promouvoir «la diversification des sources de financement en faveur du développement durable», stipule le texte. La DDC ambitionne de doubler le nombre de ses projets (à 60) avec les entreprises d'ici à 2020. Elle dispose d'un Centre de compétence pour l'engagement avec le secteur privé qui soutient les différentes unités dans la réalisation de tels projets, tout en promouvant des innovations comme les Social Impact Incentives.

La Sud-Africaine Claire Reid a créé un ruban de semences qui permet à tout un chacun de cultiver ses propres fruits et légumes.

© Reel Gardening

foyers sans électricité. Plus de 425 000 familles subissent la précarité énergétique. « Pas de Mexicain sans lumière » d'ici à 2025 : telle est l'ambition de cet entrepreneur qui promeut le développement économique et social dans les zones rurales de son pays.

Claire Reid donne le goût du jardinage aux Sud-Africains. La jeune femme a créé un ruban de semences qui permet à toute personne, quel que soit son niveau de compétences, de cultiver ses propres fruits et légumes. Elle a développé une application mobile qui explique aux enseignants et aux élèves les étapes de plantation. Son objectif : améliorer la sécurité alimentaire dès le plus jeune âge. « C'est ma betterave : je l'ai cultivée tout seul. Et j'ai hâte d'y goûter ! » L'enthousiasme de ce garçon réjouit Claire Reid. Selon elle, « le succès est au rendez-vous lorsque les enfants deviennent les leaders d'un mouvement ».



## Coopération multipartite

À plus grande échelle, pour agir dans des écosystèmes complexes, améliorer des chaînes de valeur ou lancer des initiatives sectorielles, les projets multipartites sont privilégiés. Dans le domaine de la politique, les partenaires concluent des alliances misant sur le réseautage et le plaidoyer en vue de réformes ou d'adaptations législatives. Tandis que, dans le secteur de la finance, assurances, banques et caisses d'épargne s'associent pour développer des produits s'adressant aux personnes à faible revenu.

La fondation égyptienne de micro-finance à but non lucratif Lead, avec le concours de l'organisation new-yorkaise Women's World Banking, de l'assureur AXA et du réassureur Swiss Re, a mis en place un programme pour aider les familles à faire face aux urgences médicales, tout en atténuant le fardeau financier qui pèse sur elles. L'association Swiss Capacity Building Facility l'a soutenue dans le renforcement de ses capacités informatiques et de gestion.

Ismin a ainsi bénéficié, pour la première fois, d'une couverture de risques. Il faut

dire que la pénétration de l'assurance, de manière générale, est très faible en Égypte (0,64%). La jeune mère célibataire, qui tient une petite boutique de vêtements, a été hospitalisée à plusieurs reprises en raison de douleurs dues à des calculs biliaires. L'entrepreneuse a subi de lourdes pertes de revenu, après une période de convalescence qui a duré trois mois. Elle a dû emprunter de l'argent à sa mère et à ses amis. Grâce aux indemnités reçues via le programme de la fondation Lead, elle a pu rembourser ses dettes. Et, surtout, elle a retrouvé le sourire. ■

# « IL EST ESSENTIEL DE MIEUX MESURER L'IMPACT SOCIAL »

Karen E. Wilson, experte en finance durable, travaille à l'Organisation de coopération et de développement (OCDE) à Paris. Elle évoque le rôle des gouvernements pour encourager les investissements à impact social et souligne le besoin urgent de standards internationaux pour une meilleure évaluation des résultats.

Entretien : Zélie Schaller

## **Vous travaillez en particulier sur l'investissement à impact social. Comment définissez-vous ce terme ?**

Il s'agit d'une stratégie de financement assurant un rendement autant social que financier. Celle-ci mise sur des projets et des entreprises qui poursuivent une mission sociale dans les pays industrialisés et en voie de développement. L'impact doit être mesurable.

## **Et comment le mesurer donc ?**

Telle est la grande difficulté. Dans un nouveau rapport (<https://oe.cd/SII2019>), l'OCDE plaide en faveur de normes internationales pour mieux quantifier les résultats. Pour l'heure, il manque des données et des outils d'évaluation comparables à l'échelle internationale. Les pays ainsi que les organisations publiques et privées utilisent des instruments et des critères différents. Des standards, des données comparables et des plateformes sont nécessaires pour échanger connaissances et bonnes pratiques.

## **Les investissements à impact social contribuent, selon l'OCDE, à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies.**

### **Pouvez-vous citer des exemples ?**

La société d'investissement Sarona Asset Management fournit un capital de croissance à de petites entreprises dans des pays émergents, tels que l'Égypte, l'Inde, le Nigéria et la Tunisie. Des emplois sont créés et les familles voient leur revenu augmenter. Au Royaume-Uni, une émission obligataire d'un montant de dix millions de livres a permis à l'as-

sociation Golden Lane Housing de fournir un logement adapté à quelque 1500 personnes présentant des difficultés d'apprentissage.

---

## **« DE NOMBREUSES FONDATIONS ET PHILANTHROPIQUES SOUHAITENT, EN SUS DE LEURS DONS, EFFECTUER DES INVESTISSEMENTS À IMPACT. »**

---

### **D'après le Global Impact Investing Network, le nombre de fonds à impact social a quadruplé en deux décennies (1997-2017) pour atteindre quelque 200 entités. Qui sont les investisseurs privilégiant un rendement social ?**

De nombreuses fondations et philanthropes souhaitent, en sus de leurs dons, effectuer des investissements à impact. Ils entendent s'attaquer, de manière proactive, aux enjeux sociaux définis par les ODD et investir dans des modèles d'affaires et financiers novateurs. Le secteur privé se tourne également de plus en plus vers des investissements responsables. Selon une enquête menée en 2018, les trois quarts des 22000 investisseurs interrogés déclarent que la durabilité est devenue un critère toujours plus important au cours des cinq dernières années.

### **De manière générale, comment attirer les investisseurs ?**

Les investissements à impact social présentent une volatilité très faible et constituent un excellent moyen de di-

versifier son portefeuille. Surtout, ils permettent l'association unique de rendements sociaux et financiers attrayants. Ceux-ci ne sont pas incompatibles: au contraire, ils vont de pair!

### **Que peuvent faire les États pour encourager de tels investissements ?**

De nombreuses mesures politiques sont possibles. Incitations fiscales, législations facilitant le fonctionnement du marché, campagnes de sensibilisation, stimulation de la recherche et assistance technique constituent autant de domaines dans lesquels les gouvernements peuvent agir.

### **Et quel est le rôle des bailleurs de taille moyenne tels que la Suisse ?**

En tant qu'intermédiaire, elle peut faire le lien entre les entreprises sociales dans les pays en développement et les marchés financiers internationaux. La Suisse a été l'un des leaders dans la promotion de l'investissement à impact social via diverses initiatives de coopération au développement: projets pilotes, assistance technique, sensibilisation, formation, etc. Elle abrite, par ailleurs, les sièges de nombreux grands acteurs du secteur tels que ResponsAbility (voir article page 16) ou Symbiotics.

### **L'investissement à impact social est-il plus pertinent que la microfinance ?**

Ces deux instruments sont tout simplement différents. Le premier fournit un financement aux entreprises; le second accorde des prêts aux particuliers. Certains disent que la microfinance a été un



Karen E. Wilson constate une hausse des investissements à impact social. Ceux-ci visent un rendement autant social que financier.

© Dianas\_Bizness

précurseur de l'investissement à impact social.

### Quels sont les instruments les plus prometteurs ?

Les primes en fonction des résultats se révèlent être encourageantes. Il s'agit notamment des obligations à impact social et des obligations à impact sur le développement, ainsi que de dispositifs plus simples comme les Social Impact Incentives (voir encadré page 10). Ces outils permettent de lever des fonds privés pour financer des projets sociaux, tout en mesurant l'efficacité de ces derniers.

### Les nouvelles technologies améliorent-elles le marché de l'investissement social ?

Oui, assurément. Elles fournissent des plateformes pour mettre en contact les investisseurs ainsi que les entrepreneurs

sociaux et accroissent l'efficacité. De son côté, la blockchain, technologie de stockage et de transmission d'informations, augmente la vitesse des transactions et réduit leurs coûts. Le plus important est que les services bancaires mobiles améliorent l'accès au financement des populations mal desservies.

### Pour conclure, jetons un regard sur l'avenir : l'investissement à impact social supplantera-t-il à terme les instruments traditionnels ?

Non, mais il sera de plus en plus important et pourrait devenir un outil de financement conventionnel. À cette fin, il faut développer et harmoniser les normes – fondements de la croissance, de la maturité et de la prospérité d'un marché – pour mieux mesurer l'impact comme dit précédemment. L'OCDE va s'y atteler dans ses travaux futurs. ■

**KAREN E. WILSON** travaille à l'OCDE depuis 2009, dans les domaines de l'innovation, de l'entrepreneuriat et de la finance, en particulier sur l'investissement à impact social et le rôle du secteur privé dans le financement du développement durable. L'Américaine est également chercheuse associée à la Saïd Business School de l'Université d'Oxford, au Royaume-Uni, et chargée de cours externe à la Stockholm School of Economics à Riga, en Lettonie. Elle a fondé GV Partners, un cabinet de recherche et de conseil spécialisé dans l'entrepreneuriat et la finance. Karen E. Wilson a travaillé auparavant dans les services bancaires d'investissement et de conseil, avant de rejoindre la direction du Forum économique mondial à Genève. Elle a étudié les mathématiques et le management à l'Université Carnegie Mellon, à Pittsburgh (Pennsylvanie), ainsi qu'à la Harvard Business School.

# DES PARTENARIATS QUI SAUVENT DES VIES

Pour améliorer l'accès aux médicaments contre les maladies négligées, la DDC soutient quatre plateformes public-privé. Celles-ci développent des traitements à prix abordables en faveur des populations démunies.

(zs) Paludisme, tuberculose ou sida continuent à faire des ravages dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. L'accès aux vaccins, aux diagnostics et aux médicaments y demeure difficile. En cause notamment: le manque de recherche sur les maladies touchant les populations les plus pauvres.

Les groupes pharmaceutiques se concentrent essentiellement sur les marchés occidentaux, qui se caractérisent par de faibles volumes, mais des prix élevés. Ils peinent à investir dans la recherche et le développement pour des maladies qui affectent des populations dont le pouvoir d'achat est limité. Pour la tuberculose par exemple, aucun vaccin n'a été élaboré depuis les années 1920.

Presque aucun remède n'était disponible non plus contre le virus Ebola qui a ravagé l'Afrique de l'Ouest en 2014. La communauté internationale n'y était pas préparée alors qu'elle connaissait l'existence de la maladie depuis près de quarante ans.

## Tous concernés

Les maladies infectieuses touchent, pourtant, l'ensemble de la planète. Des pathologies transmissibles mortelles comme le paludisme et la dengue peuvent contaminer de nouvelles régions en raison du changement climatique, des migrations et de l'urbanisation incontrôlée. Ces enjeux de santé n'étant pas ciblés par l'industrie pharmaceutique, des mécanismes alternatifs stimulant la recherche et le développement sont nécessaires pour répondre aux besoins. C'est une question de justice sociale, mais aussi de sécurité sanitaire mondiale selon la DDC.

La Suisse encourage la conception de nouveaux médicaments et diagnostics à des prix abordables. Elle soutient des partenariats de développement de produit, soit des plateformes qui regroupent les ressources des secteurs public, privé, universitaire et philanthropique pour réduire les coûts ainsi que les risques. Alors que les fonds publics et philanthropiques assurent le financement des phases de développement, les sociétés pharmaceutiques et les laboratoires académiques mettent à disposition leurs connaissances scientifiques et techniques de même que leurs équipements.

## Résultats tangibles

Mais comment convaincre les multinationales pharmaceutiques de fabriquer des médicaments dans une optique non pas de rentabilité, mais philanthropique? «Elles sont souvent très heureuses de ces collaborations qui aident les patients. Celles-ci renforcent, en outre, leur politique de responsabilité sociale d'entreprise et sont très motivantes pour les employés», répond Mae Shieh, responsable du développement commercial de l'organisation Drugs for Neglected Diseases Initiative (DNDi) soutenue par la DDC. L'accès à de nouveaux marchés et partenariats internationaux représente un autre avantage, ajoute Elizabeth Poll, responsable de la communication de la fondation Medicines for Malaria Venture (MMV).

Recevant également un appui financier de la Suisse, MMV, sise à Genève, développe de nouveaux médicaments antipaludiques. En association avec Novartis, elle a mis au point un traitement destiné aux enfants. Avec des résultats réjouissants: à ce jour, quelque 60 à 90 millions de patients dans une cinquantaine de



pays ont pu être guéris, à l'instar de Desmond. Ce petit Ougandais de quatre ans souffrait d'«une forte fièvre, accompagnée de diarrhées et de vomissements», raconte sa maman. Il contractait la malaria pour la quatrième fois déjà. Le garçon a pu sortir de l'hôpital après trois jours, en emportant chez lui les doses orales qu'il lui restait à ingérer pour une guérison complète.

L'an dernier, MMV a franchi une étape importante. Pour la première fois en soixante ans, un nouveau produit a été élaboré contre une forme particulièrement insidieuse du paludisme, provoquant des récurrences régulières. La dose

unique, qui simplifie l'absorption, accroît les chances de succès du traitement.

Autre partenariat contre la malaria soutenu par la DDC: l'Innovative Vector

Pour cette dernière, l'organisme a obtenu, l'an passé, des résultats encourageants. Le produit fexinidazole, première thérapie orale contre cette infection parasitaire, a été approuvé par l'Agence eu-



En République démocratique du Congo, des équipes mobiles de l'organisation genevoise Drugs for Neglected Diseases Initiative procèdent au dépistage de la maladie du sommeil, qui est généralement mortelle si elle n'est pas traitée.

© Neil Brandvold/DNDI

#### DES TESTS INDISPENSABLES

Le diagnostic constitue la première étape sur le chemin de la guérison. Il vise un traitement approprié et une utilisation judicieuse des antibiotiques, contribuant ainsi à lutter contre la résistance aux antimicrobiens. Il permet également de surveiller et d'éliminer les maladies, tout en diminuant les coûts de la santé. Soutenue par la DDC, la Foundation for Innovative New Diagnostics (FIND), sise à Genève, développe des tests diagnostiques pour les maladies liées à la pauvreté (tuberculose, paludisme, maladie du sommeil, hépatite C entre autres) et facilite leur accès. Elle collabore avec plus de 200 partenaires, parmi lesquels des instituts de recherche, des entreprises et l'Organisation mondiale de la santé. Depuis sa création en 2003, FIND a contribué au développement de 21 nouveaux diagnostics utilisés dans 150 pays à revenu faible ou intermédiaire. L'institution travaille actuellement sur des tests rapides pour déterminer si la fièvre, dans ces pays, est causée par la malaria ou d'autres infections.

Control Consortium, basé à Liverpool au Royaume-Uni. Il met au point de nouveaux insecticides pour lutter contre les moustiques porteurs de la maladie.

#### « Un immense progrès »

Outre le paludisme, nombreuses sont les maladies négligées. DNDI, établi à Genève, élabore de nouveaux traitements contre la leishmaniose (maladie parasitaire provoquant des affections cutanées ou viscérales), le mycétome (infection chronique des tissus sous-cutanés affectant la peau, les muscles et les os) et la maladie du sommeil entre autres.

ropéenne des médicaments. Développé en collaboration avec l'Institut tropical et de santé publique suisse, à Bâle, le groupe français Sanofi ainsi que l'ONG Médecins sans frontières notamment, il facilite le traitement des patients.

Le médecin congolais Victor Kande, qui a consacré sa vie professionnelle à la maladie du sommeil, rêvait « d'un médicament efficace, simple et entièrement par voie orale » depuis des décennies. « Le fexinidazole se présente sous la forme d'un comprimé: il s'agit d'un immense progrès pour la prise en charge de cette infection. » ■

# DE LA RIZIÈRE À L'ASSIETTE: INVESTIR DANS UNE PRODUCTION DURABLE

Les gourmets suisses raffolent de riz bio. Pour satisfaire la demande croissante, les producteurs cambodgiens apprennent à cultiver cette céréale selon les principes de l'agriculture durable. Leur récolte, transformée et exportée par une entreprise locale fondée sur un modèle inclusif, leur permet d'améliorer leurs revenus.

(zs) Au Cambodge, un repas sans riz n'est pas un repas. De nombreuses familles cultivent cet « or blanc » sur les terres héritées de leurs ancêtres pour leurs menus quotidiens. Elles vendent le surplus sur les marchés locaux, leur apportant un revenu additionnel bienvenu.

De nouvelles perspectives s'ouvrent à elles alors que le pays exporte cet aliment traditionnel depuis quelques années. Pour contribuer au développement durable du secteur, la DDC s'est alliée au gestionnaire d'actifs suisse ResponsAbility qui appuie financièrement et logistiquement des entreprises dans les pays du Sud.

Ce dernier soutient notamment la société AMRU Rice, fondée en 2011 par Saran Song. Le jeune entrepreneur cambodgien, qui a travaillé auparavant pour des ONG, souhaite améliorer les conditions de vie des agriculteurs défavorisés dans le nord de son pays. Sa mission: acheter, transformer et exporter du riz bio haut de gamme, certifié selon les normes internationales. Celui-ci génère des marges plus élevées, permettant à Saran Song de rémunérer davantage les producteurs. « Pour une tonne de riz bio, nous les payons 350 dollars au lieu des 200 habituels, ce qui double quasiment leur revenu », affirme le trentenaire. Cet excédent permet aux paysans d'acquérir des outils ou un petit tracteur pour augmenter leur productivité. Il contribue également au paiement des études de leurs enfants, dispensés ainsi de travailler dans les champs sitôt l'école obligatoire terminée.

Afin d'obtenir la certification bio, les riziculteurs suivent une formation intense.

Ils apprennent les pratiques de la culture biologique et du commerce équitable, reçoivent des semences de haute qualité et produisent leurs propres engrais naturels pour entretenir un sol sain.

## Inspections régulières

Toutes les étapes – de la préparation de la rizière à l'utilisation des engrais, en passant par la qualité des semences – sont régulièrement examinées par des inspecteurs délégués par le label de certification. Les contrôles visent à garantir une récolte conforme aux exigences de la production biologique.

Sans ce soutien technique, AMRU Rice ne pourrait pas obtenir des quantités suffisantes de riz labellisé. La demande en provenance d'Europe et des États-Unis ne cesse de progresser. Pour y répondre, quelque 10 000 producteurs – soit quatre fois plus qu'aujourd'hui – seront formés

aux pratiques de l'agriculture biologique et certifiés d'ici à 2020.

L'entreprise étoffera ses effectifs à 350 employés. Pour traiter le riz aussitôt après la récolte, elle construit des entrepôts ainsi que des installations de séchage, de battage et de transformation dans les régions de culture. « Jamais nous n'aurions pu imaginer croître aussi rapidement ! », s'exclame Saran Song, qui a grandi autour des rizières.

Son travail a déjà été récompensé par de nombreux prix. Parmi ceux-ci, citons la médaille d'or pour le « Best White Rice 2015 in Cambodia » ainsi que le « Young Entrepreneurship Award » de la fondation Takeda (Université de Tokyo), dans la catégorie « Outstanding Project For Social Change », en février 2016.

ResponsAbility investit dans AMRU Rice, car « c'est l'une des entreprises les mieux gérées du secteur. Elle est structurée de







La jeune société cambodgienne AMRU Rice veut améliorer les conditions de vie des agriculteurs défavorisés dans le nord du pays.

© responsAbility Investments

### FORT POTENTIEL

Le financement mixte, plus connu sous le nom de « blended finance » en anglais, consiste en l'utilisation stratégique de fonds publics ou philanthropiques « pour mobiliser les flux de capitaux privés vers les marchés émergents, engendrant des résultats positifs pour les investisseurs et les communautés concernées », selon le Forum économique mondial. Ce mécanisme permet d'augmenter la portée ainsi que l'impact social et environnemental des projets d'investissement, tout en atténuant les risques. Il vise à soutenir les Objectifs de développement durable, énoncés par l'Agenda 2030 des Nations Unies. Une étude réalisée en 2016 par le Forum économique mondial et l'OCDE démontre son potentiel prometteur : 74 fonds, totalisant 25,4 milliards de dollars d'actifs publics et privés, ont contribué à améliorer la vie de quelque 177 millions d'individus.

façon professionnelle et durable, souligne le responsable des investissements dans l'agriculture en Asie-Pacifique, Anshul Jindal. Nous voulons aider Saran Song à maintenir son rythme, tout en le contrôlant.»

Via son fonds dédié à l'agriculture durable, responsAbility soutient des acteurs « en forte croissance dans les marchés émergents, qui contribuent au développement économique des populations rurales ». Les entreprises doivent respecter des critères environnementaux, sociaux ainsi que de gouvernance.

Ces investissements pouvant être risqués et coûteux, la DDC a convenu avec responsAbility d'un partenariat sous forme de financement mixte favorisant

les petits producteurs. Celui-ci mise sur l'assistance technique. « Les formations portent sur des thèmes variés : l'étude de marché, la gestion d'entreprise ou encore les pratiques biologiques comme dans le cas de la société AMRU », précise Simon Zbinden, coresponsable du Programme global Sécurité alimentaire de la DDC.

Les entreprises se voient doter des outils et des compétences nécessaires pour gérer les risques, maintenir leur croissance et multiplier l'impact social, tout en garantissant un rendement pour les investisseurs. Depuis 2012, 25 projets ont déjà bénéficié du programme. ■



# DE NOUVELLES PERSPECTIVES PROFESSIONNELLES POUR LES UKRAINIENS

La DDC et la société Geberit transforment la formation professionnelle dans les technologies sanitaires en Ukraine. Un partenariat gagnant-gagnant qui accroît les chances des jeunes sur le marché de l'emploi.



(zs) La productivité s'avère faible en Ukraine. Un manque de vigueur qui s'explique par une mauvaise adéquation entre marché du travail, profil des demandeurs d'emploi, besoin des entreprises et enseignement. Pour développer la formation de plombier et ainsi favoriser l'insertion professionnelle des jeunes, la DDC et le groupe saint-gallois de techniques sanitaires Geberit ont conclu un partenariat public-privé en 2014.

Ils ont rénové six centres de formation à travers le pays et élaboré un nouveau cursus, basé sur la pratique et des compétences correspondant aux exigences du marché. «C'est plus efficace d'inculquer aux plombiers des compétences pratiques dès le début de leur parcours», déclare Oleskii Rakov, directeur des opérations de Geberit en Ukraine.

Au cours des quatre dernières années, 260 élèves ont obtenu leur diplôme. Parmi eux, Yaroslav Bondarenko. Le jeune homme a suivi la formation de plombier, trois ans durant, à l'école de

Brovary à une vingtaine de kilomètres de Kiev. Impressionné par les nouvelles technologies mises à disposition par Geberit, il a aussitôt souhaité s'engager dans cette voie. Satisfaite de ses compétences, la société au sein de laquelle il a effectué son dernier stage l'a engagé dès la fin de ses études. Celles-ci vont, d'ailleurs, se prolonger. «Après quelques mois de travail, mon patron m'a proposé de suivre une formation à distance pour devenir ingénieur. Avec ce nouveau titre, je pourrai continuer à travailler dans la même entreprise», se réjouit Yaroslav Bondarenko.

## Dix-neuf partenaires supplémentaires

Convaincu par ce modèle éducatif, l'État finance le déploiement de la formation dans 19 écoles supplémentaires dans l'ensemble du pays. Plus de 3500 jeunes en bénéficieront. En collaboration avec le ministère de l'Éducation, la coopération helvétique et Geberit vont égale-

ment étoffer les possibilités de reconversion et de perfectionnement d'ici à 2022. D'autres acteurs privés s'apprentent à rejoindre les deux partenaires suisses pour développer le cursus.

La formation professionnelle décentralisée joue un rôle crucial dans la protection des groupes de population vulnérables en Ukraine. Les établissements accueillent de nombreux orphelins, tels que Yaroslav Bondarenko, ou des jeunes en situation de handicap : dans l'une des écoles, la moitié des élèves sont sourds. ■

En Ukraine, les apprentis plombiers bénéficient d'un nouveau cursus, incluant la pratique en entreprise.

© DDC

## PLUS DE PLOMBIÈRES

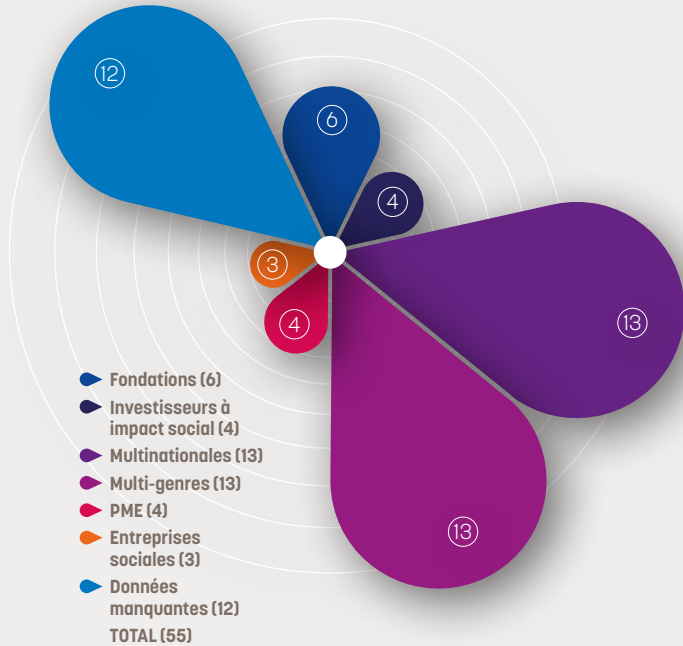
La DDC et Geberit entendent recruter plus de femmes. Lors de la première phase du projet, une seule inscription féminine a été enregistrée. Une campagne de sensibilisation sera lancée pour redorer l'image du métier de plombier. «La profession présenterait soi-disant des risques et le travail s'effectuerait dans la saleté. Or, les équipements sophistiqués actuels permettent de travailler en toute sécurité et dans la propreté», note Viktor Shutkevych, directeur adjoint des programmes de développement économique durable à l'ambassade de Suisse en Ukraine. Ces installations seront montrées lors de journées portes ouvertes dans les écoles. Les jeunes femmes pourront échanger avec les entrepreneurs et se laisser convaincre des avantages de la profession.

# FAITS ET CHIFFRES

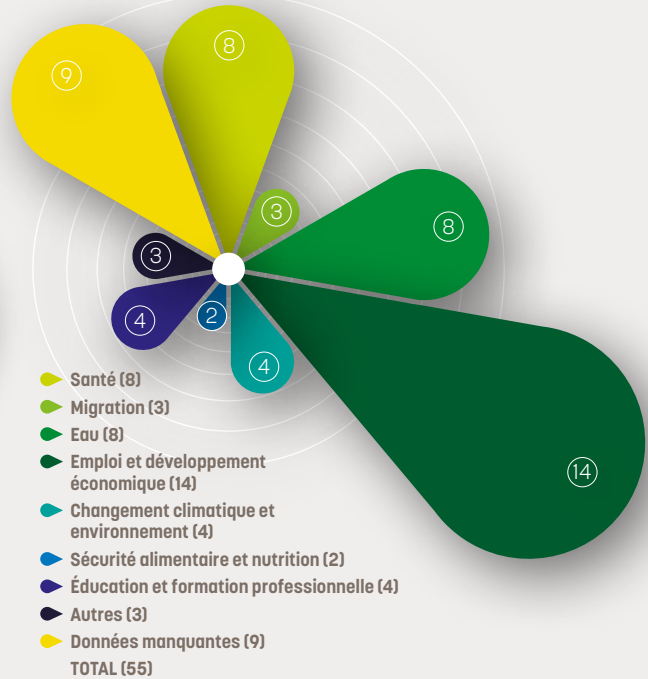
## La DDC et les partenariats public-privé pour le développement

(Situation fin 2018)

### Types de partenaires



### Domaines



## Le marché de l'investissement à impact social à l'échelle mondiale



Le nombre de fonds a quadruplé de 1997 à 2017 pour atteindre plus de 200.



Les investissements à impact social représentent 228,1 milliards de dollars d'actifs sous gestion.



Quelque 56% de ces investissements sont alloués dans les pays émergents.

### Sources et liens

#### OCDE

Social Impact Investment: The Impact Imperative for Sustainable Development, OECD Publishing, Paris, [oecd.org/development/social-impact-investment-2019-9789264311299-en.htm](https://www.oecd.org/development/social-impact-investment-2019-9789264311299-en.htm)

Development co-operation Report 2016: The Sustainable Development Goals as Business Opportunities, OECD Publishing, Paris, [oecd.org/dac/development-co-operation-report-2016.htm](https://www.oecd.org/dac/development-co-operation-report-2016.htm)

#### ONU

Jomo KS, Anis Chowdhury, Krishnan Sharma, Daniel Platz, Public-Private Partnerships and the 2030 Agenda for Sustainable Development: Fit for purpose?, February 2016:

[sustainabledevelopment.un.org/content/documents/2288desaworkingpaper148.pdf](https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/2288desaworkingpaper148.pdf)

#### Pacte mondial des Nations Unies:

[www.unglobalcompact.org](http://www.unglobalcompact.org)

**Global Sustainable Investment Alliance**  
[gsi-alliance.org](http://gsi-alliance.org)

**Swiss Malaria Group**  
[swissmaliargroup.ch](http://swissmaliargroup.ch)



# PLUS DE TROIS MILLIONS DE DÉPLACÉS DANS UN PAYS EN PLEINE MUTATION

L'Éthiopie connaît une période d'ouverture sans précédent depuis le changement de gouvernement l'an dernier. Pourtant, sur l'ensemble du territoire ou presque, ce vent de liberté a ranimé les conflits ethniques. Les petits paysans et les nomades dans les campagnes sont particulièrement touchés, alors qu'ils subissent déjà les effets du changement climatique.

Texte : Samuel Schlaefli, Addis-Abeba

À Addis-Abeba, capitale de l'Éthiopie, l'espoir de la population se lit sur la tôle bosselée des minibus Toyota. Des milliers de véhicules portent des autocollants à l'effigie du D<sup>r</sup> Abiy Ahmed. C'est ainsi que les habitants appellent avec respect le Premier ministre, depuis son arrivée au pouvoir en avril 2018. La majorité d'entre eux ne tarissent pas d'éloges pour Abiy Ahmed et sa politique ambitieuse de transformation et de démocratisation (voir encadré). L'ancien régime, doté de services secrets puissants, avait banni toute opposition et réflexion critique. Aujourd'hui, dans les rues d'Addis-Abeba, les gens exposent leurs idées et leurs opinions politiques avec une franchise déconcertante.

Fait paradoxal, ce vent de liberté a ranimé d'anciens conflits sur quasiment l'ensemble du territoire. Ceux-ci résultent de tensions entre les groupes ethniques, qui sont plus de 80 dans le pays. Abiy Ahmed a pourtant manifesté,

à maintes reprises, son rejet d'un fédéralisme ethnique qui a mené à des mouvements séparatistes dans de nombreuses régions. Son vœu : une Éthiopie unie et forte. Son élection a néanmoins réveillé des appétits au sein de «son» groupe ethnique, les Oromos (le plus représenté), ainsi que des inquiétudes parmi les autres ethnies. S'y ajoute le fait que le Front populaire de libération du Tigré, dominant pendant des années et grand pendant des bouleversements de 2018, est bien décidé à saboter les réformes.

## Explosion de violence

La situation en Somali – la plus grande des neuf régions administratives, au sud-est, jouxtant Djibouti, la Somalie et le Kenya – illustre la fragilité actuelle du pays. La zone bordant sur plusieurs centaines de kilomètres la région voisine d'Oromia, plus à l'ouest, a connu des explosions de violence entre les deux groupes ethniques dominants dès septembre 2017. Depuis le début des mouvements protestataires qui ont conduit au renversement de l'autocrate Hailemariam Desalegn, des centaines de milliers de personnes ont été déplacées dans la seule région de Somali. Au début de

l'année, on y recensait 389 camps et plus d'un million d'occupants. Ces déplacés internes ne peuvent pas se prévaloir de la Convention de Genève, qui s'applique aux réfugiés ayant franchi une frontière internationale.

Qoliji 1 et 2 figurent parmi les plus grands camps de déplacés internes, à quelque 50 kilomètres à l'ouest de la capitale de la région, Djidjiga. À perte de vue, sur des kilomètres, s'étale un océan de tentes sur une plaine desséchée, flanquée de falaises et de cactus. Les deux camps ont fini par fusionner. Fin janvier, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) y dénombrait 78 865 personnes.

## « Ils ont brûlé nos maisons »

Bahab, 30 ans, a trouvé refuge au camp de Qoliji 2. En septembre 2017, la jeune femme a dû fuir Balbalayti, zone de la région d'Oromia habitée par de nombreux Somalis. « Nous vivions bien, avions notre maison. Mon mari gérait une petite boutique. Mais nous avons tout perdu, tout ! », explique-t-elle. Qui les a attaqués ? « Des voisins, des gens que nous côtoyions depuis toujours. Ils nous ont dit qu'ailleurs les Somalis égor-

À Addis-Abeba, des millions ont été injectés dans le siège de l'Union africaine, alors que les habitations manquent d'infrastructure de base.

© Jens Grossmann/laif

geaient des Oromos et qu'ils devaient se venger sur nous. Ils ont brûlé nos maisons et commencé à assassiner sans distinction les enfants, les femmes et les hommes des familles somaliennes.»

Lors de la fuite qui a duré cinq jours, Bahab a perdu un enfant. Elle vit maintenant avec son mari et ses huit enfants dans une tente de fortune faite de bâches plastifiées, de tissus de coton et autres matériaux disponibles. Labri est étroit, l'air brûlant et irrespirable. Les mouches agacent les enfants, pendant qu'ils mangent à même le plat des pâtes agrémentées d'une vague sauce. Le pire ici, c'est la faim, dit Bahab: «Parfois, je peux à peine me lever tellement je me sens faible.» Le Programme alimentaire mondial livre, certes, du blé et du sorgho aux résidents de Qoliji, mais les personnes interrogées font toutes le même constat: la plupart du temps, les rations ne suffisent pas.

Nombreux sont les gens à se plaindre aussi de la gale. Ils n'ont pas assez d'eau pour se laver et le savon coûte trop cher. Les enfants souffrent, eux, de diarrhée et de coqueluche. À l'infirmerie, une hutte en tôle de la taille d'un kiosque de gare, huit secouristes prodiguent des soins à près de 80 000 personnes, dans une pré-

carité absolue. «Nous manquons de médicaments, de personnel et cet abri est si pitoyable que nous tombons souvent malades nous aussi», résume Abdirahman Ali Mahumed, chef de l'infirmerie.

En ce début d'année 2019, les combats perdurent en de nombreux endroits. Les camps, autrefois gérables, sont pleins à craquer. Ni l'OIM ni le Bureau de prévention et de préparation aux catastrophes naturelles (DPPB), chargé par le gouvernement de coordonner l'aide humanitaire pour les déplacés internes, ne cachent leur désarroi face à la crise actuelle. Le manque d'intérêt du reste du monde pour ces contrées n'y est pas étranger. Dans la région Somali, près de 150 000 foyers attendent tentes de secours, matelas et couvertures: l'argent nécessaire fait cruellement défaut. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH) des Nations Unies, la communauté internationale et le gouvernement n'avaient promis, en avril dernier, que 29% de la somme actuellement nécessaire – 1,3 milliard de dollars – pour répondre aux besoins humanitaires. D'après le rapport CARE, qui met en lumière les crises humanitaires ayant rarement fait la une des médias en 2018, l'Éthiopie occupe la deuxième place, derrière Haïti. En Occident, ce sont les

### «ABIYMANIA» ET LE MIRACLE ÉCONOMIQUE

En avril 2018, alors que de violents mouvements de protestation menacent de plonger l'Éthiopie dans la guerre civile, Abiy Ahmed prend, à 42 ans, les rênes du pays. Le nouveau Premier ministre met ainsi fin à une dictature de facto qui prévalait depuis 1991, dominée par le Front populaire de libération du Tigré et une coalition de partis soutenue par les États-Unis et l'Europe. Ce régime reposait sur la répression et l'usage de la force. Après son arrivée au pouvoir, Abiy Ahmed a confié certaines positions clés du gouvernement à des femmes et à d'anciens opposants. Il a libéré des prisonniers politiques et entamé des pourparlers de paix avec l'Érythrée. Des dizaines d'anciens fonctionnaires et ministres ont été traduits en justice pour corruption ou complot politique. Le réformateur Abiy Ahmed a su gagner les cœurs, toutes classes confondues. Certains parlent d'une véritable «Abiymania».

Plus de 78 000 déplacés internes vivent dans les camps de Qoliji I et II, près de Djidjiga.

© Samuel Schlaefli





réfugiés classiques quittant leur pays qui inquiètent aujourd'hui, alors qu'à l'échelle mondiale ils sont bien moins nombreux que les déplacés internes.

Les 3,2 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays mettent en évidence non seulement une crise politique, mais aussi les conséquences de plus en plus désastreuses du changement climatique. Environ un tiers des déplacés internes répertoriés par l'OIM indiquent n'avoir pas fui un conflit, mais les bouleversements climatiques. La population éthiopienne est constituée pour plus de 80% de petits paysans et d'éleveurs nomades, touchés de plein fouet par le réchauffement de la planète autant que par la pauvreté et les affrontements interethniques.

### Presque autant d'ossements que de pierres

L'exemple d'Amadle, un petit hameau à 20 kilomètres à l'est de Djidjiga, montre à quel point les conditions de vie en milieu rural sont devenues difficiles. Saynaba Ahmed a passé toute sa vie ici. « Avant, ces terres étaient très fertiles. Il y avait toujours de quoi nourrir hommes et bêtes, explique cette femme de 50 ans. Depuis quinze ans, les sécheresses sont de plus en plus fréquentes. Les bêtes ont péri les unes après les autres. Parfois, dans les champs, on voyait presque autant d'ossements que de pierres. » Aujourd'hui, les précipitations sont souvent plus tardives et plus brèves. La météo est instable. L'an

passé, les pluies ont cessé avant que le sorgho ne soit mûr. Saynaba Ahmed utilise désormais celui-ci pour nourrir ses bêtes. 2017 a été une année terrible: « Une fois les animaux vendus, nous n'avons même pas pu acheter de céréales: il ne nous restait plus rien, juste la faim. »

L'Éthiopie a connu deux années de sécheresse dévastatrices en 2016 et 2017. L'Est du pays demeure particulièrement touché. Selon le BCAH, huit millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire. « Depuis trois ans, la situation s'est aggravée. 85 des 93 zones administratives de la région Somali sont aujourd'hui des îlots de sécheresse, où la population dépend au moins partiellement de l'aide alimentaire », déplore Abdilahi Mahdi, coordinateur Produits alimentaires du DPPB à Djidjiga.

L'an passé, l'agriculture a subi non seulement la sécheresse, mais également des pluies diluviennes suivies de crues qui ont érodé les terres fertiles. « Nous sommes maintenant confrontés à plusieurs crises dont les effets se cumulent », souligne Abdilahi Mahdi. Avec une croissance démographique de trois millions de personnes par an actuellement, la population devrait doubler d'ici à 2050. Comment la nourrir, avec les conflits persistants, les sécheresses et les phénomènes climatiques extrêmes de plus en plus fréquents? Abdilahi Mahdi en perd le sommeil. Et d'insister sur ce que les résidents de Qoliji relevaient déjà: « Dis-leur, aux lecteurs en Europe: nous avons besoin d'aide... D'urgence! » ■

## L'ÉTHIOPIE EN BREF

**Capitale**  
Addis-Abeba

**Superficie**  
1 104 300 km<sup>2</sup>

**Population**  
108 millions (État le plus peuplé d'Afrique après le Nigéria), dont 43% ont moins de 15 ans, 20% moins de 25 ans et 7% seulement plus de 54 ans. Le chômage touche 25% des 15-24 ans. Quelque 24% des enfants de moins de cinq ans affichent un poids insuffisant.

**Ethnies**  
Plus de 80 ethnies au total. Les principaux groupes sont les Oromos: 34,4%  
les Amharas: 27%  
les Somalis: 6,2%  
les Tigréens: 6,1%

**Religions**  
Chrétiens orthodoxes: 43,5%  
Musulmans: 33,9%  
Protestants: 18,5%  
Religions traditionnelles: 2,7%  
Catholiques: 0,7%

**Économie**  
Depuis plus de dix ans, le taux de croissance du produit intérieur brut éthiopien oscille entre 8 et 11%. Une progression de 8,8% est attendue cette année. Reposant principalement sur des crédits chinois et de vastes projets d'infrastructure, elle suscite l'inquiétude des observateurs.



Sur le terrain avec ...

## YEMISRACH BENALFEW

RESPONSABLE DU PROGRAMME « MIGRATION ET PROTECTION »  
DE LA DDC À ADDIS-ABEBA

Propos recueillis par Samuel Schlaefli

C'est en Éthiopie que j'ai grandi. J'ai étudié l'anglais, le journalisme et la littérature à l'Université d'Addis-Abeba, avant de travailler, pendant plusieurs années, au journal éthiopien *The Reporter* et à l'agence Inter Press Service, à Rome. Après un master en Belgique, j'ai déménagé à New York pour effectuer un stage à l'ONU. Pendant ces neuf années, la ville est devenue ma deuxième patrie. Puis, je suis rentrée pour une longue période à

lement sept collaborateurs éthiopiens et quatre Suisses. Je suis responsable du programme « Migration et protection ». Les défis sont énormes. L'Éthiopie est le deuxième pays d'accueil des réfugiés en Afrique: il en compte actuellement 900 000, venant pour la plupart du Soudan du Sud, de Somalie et d'Érythrée. S'y ajoutent quelque 3,2 millions de déplacés internes. Il s'agit d'un phénomène nouveau que nous observons dans ces proportions depuis 2017. Les raisons de cette crise sont multiples: périodes de sécheresse de plus en plus fréquentes, inondations, conflits ethniques et forte croissance de la population rurale.

ché du travail, la sécurité et la protection des droits fonciers. Quelques mois après le changement de gouvernement en avril 2018, comme en de nombreux endroits en Éthiopie, un nouveau président est entré en fonction dans la région Somali. Il a d'abord pris acte de la situation et souligné l'importance du respect des droits des déplacés internes. À mes yeux, c'est un point positif, mais l'Occident ne semble toujours pas mesurer l'ampleur de cet exode à l'intérieur du pays. ■



« NOUS VOULONS QUE LES  
POPULATIONS DES CAMPS  
AIENT À NOUVEAU DES  
PROJETS À MOYEN TERME. »

Addis-Abeba en 2006, alors que mon père était mourant. Retrouver la ville de ma jeunesse a été un vrai bonheur. Le sentiment d'appartenance à une communauté – cette façon aimante qu'ont ici les gens de prendre soin de leurs proches et de leurs amis – m'a frappée. Un contraste saisissant avec ma vie new-yorkaise, très individualiste.

À ce moment-là, j'ai compris que je pouvais changer bien plus de choses en Éthiopie qu'aux États-Unis. Ici, j'apporte une contribution directe au développement de la société. Pour moi, c'est important. J'ai commencé, en juillet 2017, à travailler au Bureau de coopération de la DDC, intégré à l'ambassade suisse à la périphérie d'Addis-Abeba. Ce dernier compte actuel-

Au début de l'année, dans la région Somali, j'ai visité un camp de déplacés internes avec une délégation suisse. Nous avons notamment parlé avec un groupe de femmes. En larmes, elles racontaient leur parcours: la fuite du jour au lendemain pour sauver leur vie, l'exode et les viols, le manque de perspectives. C'est là qu'il nous faut intervenir: nous voulons que les populations des camps aient à nouveau des projets à moyen terme. Pour cela, nous associons les outils de l'aide humanitaire à ceux de la coopération au développement.

Distribuer de la nourriture ne suffit pas. Nous devons aussi investir dans les écoles, la santé, la réinsertion sur le mar-

### PLUS DE DROITS POUR LES MIGRANTS

La Suisse s'engage, depuis les années 1990, dans la Corne de l'Afrique. Cette dernière fait partie des régions prioritaires de la DDC depuis 2013, avec un accent particulier sur l'Éthiopie, le Kenya et la Somalie. La deuxième Stratégie de coopération (2018-2021) est dotée d'un budget global de 169 millions de francs (dont 98 % apportés par la DDC). Les ambassades au Kenya et en Éthiopie coordonnent sa mise en œuvre, en collaboration avec des ONG nationales, internationales et suisses, des partenaires multilatéraux, des ministères, ainsi que des administrations locales. Les principaux thèmes traités sont la sécurité alimentaire, la santé, la migration et la protection des groupes vulnérables. En 2014, la Suisse a instauré un partenariat avec l'Autorité intergouvernementale pour le développement dans la Corne de l'Afrique, basée à Djibouti. La DDC encourage notamment la mise en place de mécanismes de coordination nationaux des flux migratoires touchant cette région. L'amélioration de la situation des déplacés climatiques fait désormais également partie de la stratégie.



Voix d'... Éthiopie

# LE MEILLEUR EST À VENIR

Je suis né et j'ai grandi dans une famille éthiopienne aux religions, cultures et ethnies diverses. Mes deux parents ont fait des études et participé aux activités politiques du régime Derg, à la tête du pays jusqu'en 1991. Le poste de mon père impliquait des mutations régulières d'une région à une autre. L'accompagnant partout où il allait, j'ai vécu au sein de nombreuses cultures. J'ai eu de nombreux amis aux origines sociales et familiales diverses. Avec l'âge, cette expérience m'a évidemment marqué et j'ai appris à être à la fois actif et prudent dans mes interactions sociales, peu im-

porte l'appartenance sociale, ethnique ou religieuse des gens. Une personne restera à jamais gravée dans mon cœur. Son nom: Fitsumbirhan Teka. Nous nous sommes rencontrés en 1985 alors que nous fréquentions tous deux le lycée de Ziway. Nous avons ensuite pris une voie différente et nous sommes perdus de vue.

---

**« JE PENSE QUE NOTRE PAYS SE TROUVE À LA CROISÉE DES CHEMINS, ENTRE GRANDS ESPOIRS ET NOMBREUSES INCERTITUDES. »**

---

Aujourd'hui encore, je conserve sa photo dans mon porte-monnaie et essaie de savoir ce qu'il devient via Facebook et d'autres réseaux sociaux. Alors que je montrais ma collection de photos à mes nouveaux amis, l'un deux m'a demandé l'origine ethnique de mon meilleur ami d'enfance, ce qui n'a jamais eu aucune importance pour moi, même si je la connais. J'avais coutume de telles controverses. Ma femme est musulmane et nous avons deux fils. Je me rappelle très bien le nombre de personnes qui ont rejeté ma décision de l'épouser. Bien qu'elle puisse être difficile même pour une personne comme moi ayant grandi dans une société multiculturelle, cette décision a été facile à prendre. J'ai accepté les critiques et saisi cette occasion pour montrer que l'on peut avancer comme une société soudée en développant le respect et la confiance mutuels, quelles que soient nos différences.

Je sais très bien d'où vient la question de mon « nouvel ami ». La politique ethnique des trois dernières décennies a fait de nous tous des entités ethniques plutôt que des individus dotés d'une

personnalité propre. Nous sommes tous censés penser, décider et agir selon notre appartenance au groupe. Même notre Constitution place les droits collectifs avant les droits individuels. Nous vivons à une époque où la pensée communautariste a entraîné des déplacements de population, des meurtres de civils et la destruction de propriétés privées et publiques en raison de troubles ethniques et de conflits territoriaux. Il est impossible de savoir ce que l'avenir réserve à la nation et à ses citoyens. C'est affligeant d'être le témoin d'un tel échec à l'ère de la mondialisation, dans un pays qui a été un exemple de tolérance. Notre génération, censée réaliser la transformation économique et politique du pays, est trop occupée à mener une « lutte d'émancipation » à l'égard de ses appartenances ethniques et régionales.

Mais tout n'est pas perdu. Comme beaucoup d'Éthiopiens, je pense que notre pays se trouve à la croisée des chemins, entre grands espoirs et nombreuses incertitudes. Les dirigeants politiques actuels prennent des initiatives très prometteuses qui visent à apporter un changement politique, démocratique et social, même si les défis liés à l'absence d'un dialogue national à long terme restent un énorme chantier. Comme notre Premier ministre l'a expliqué à Davos (GR), les principes de Medemir, à savoir la construction d'une nation démocratique, la transformation économique et l'intégrité régionale, vont sans doute devenir réalité bientôt. Je pourrai ainsi montrer une photo de mon ami d'enfance à mes nouvelles connaissances d'Afrique de l'Est sans devoir mentionner son appartenance ethnique. D'ici là, malgré les obstacles, je continue de croire que le meilleur reste à venir pour mon pays. ■



**FASIL LENCHO** est professeur au Holeta Agricultural Technical Vocational and Educational Training College. Il est diplômé d'un bachelors en Science en vulgarisation agricole de l'Université de Haramaya. Il aime contribuer à la cohésion sociale à travers sa grande passion, le football. En tant que formateur d'agents de vulgarisation agricole, en contact direct avec les agriculteurs, il apporte un changement au niveau de la base.



# CONSTRUIRE PLUS SOLIDE ET PLUS LOCAL

Haïti a été dévasté à plusieurs reprises par des tremblements de terre et des ouragans ces dernières années. Les ingénieurs de la DDC construisent avec les populations sinistrées des maisons plus résistantes à partir de matériaux indigènes.

Texte : Samuel Schlaefli

Haïti est l'un des pays les plus menacés par les catastrophes naturelles. Les habitants sont exposés à des risques tels que tremblements de terre, ouragans et inondations. D'importantes inégalités sociales, la corruption et une faible gouvernance aggravent la situation. Quelque 70% de la population vit dans la pauvreté et des centaines de milliers de personnes dépendent de l'aide humanitaire. Le dernier choc majeur, l'ouragan Matthew, a balayé le pays avec des vents pouvant atteindre une vitesse de 230 km/h. Plus de 100 000 maisons ont été détruites et peu ont été reconstruites depuis (voir encadré).

## Formation en construction

La région de Port-Salut, dans le sud-ouest du pays, a été fortement touchée par cet ouragan. De nombreux villages sur les collines largement déboisées ne sont accessibles qu'en dehors de la saison des pluies, après un long et aventureux trajet en Jeep. «Des dizaines de milliers de personnes vivent toujours sous des bâches ou dans des cabanes de fortune formées de vieilles tôles et de piquets en bois», explique Martin Studer, chef de projet à la DDC, basé à Port-Salut. C'est lui qui a lancé, en 2016, le Projet d'appui à la reconstruction de l'habitat avec formation dans le Sud (PARHAFS). Objectif: fournir aux victimes de l'ouragan un abri sûr qui les protège des aléas climatiques et satisfasse leurs besoins exis-

tentiels fondamentaux. Ces personnes reçoivent également une formation en construction afin de pouvoir entretenir, réparer et reconstruire elles-mêmes leur maison à l'avenir.

L'an dernier, une équipe d'architectes suisses et d'ingénieurs locaux a organisé des ateliers. Des maçons et des charpentiers expérimentés ont ainsi appris aux participants à améliorer de façon significative la statique et la stabilité des constructions grâce à une ossature de bois adaptée au milieu. Ils ont utilisé des ressources locales: pierres, argile, poutres en bois récupérées des maisons détruites et chaux vive. «Nous renonçons délibérément à importer des matériaux de construction tels que ciment, acier et bois. Ces derniers sont chers et leur acheminement de la capitale Port-au-Prince vers les villages reculés serait difficile», note Martin Studer.

À ce jour, 90 artisans, hommes et femmes, ont été formés à cette méthode, appelée «Technique de construction locale améliorée». Deux maisons pilotes ont déjà été construites et 150 autres, destinées aux familles défavorisées, sont en cours de construction dans la commune de Roche-à-Bateau. D'ici à la fin de la première phase du projet, en 2021, 500 nouvelles unités sont prévues.

Martin Studer et son équipe ont adopté l'approche «conditional cash». Chaque famille reçoit 3000 francs suisses pour la

Des artisans construisent des maisons plus stables dans le sud-ouest d'Haïti, ravagé par d'importants ouragans.

© DDC

## «LASSITUDE DES DONATEURS»

Si le tremblement de terre qui a dévasté Haïti en 2010 a donné lieu à un vaste élan de solidarité, de nombreux bailleurs de fonds délaissent désormais le pays, observe Christoph Schild, chargé des programmes haïtiens basé à Berne. «Nous ressentons, en ce moment, une lassitude des donateurs». Fin 2018, moins de 12% du Plan de réponse humanitaire des Nations Unies pour Haïti a été réalisé. «De nombreux bailleurs de fonds ne font plus confiance au gouvernement haïtien, notoirement faible et peu fiable. Depuis l'ouragan Matthew, on estime que seule 15% de la reconstruction a été effectuée dans la province du Sud. «Le PARHAFS se révèle donc très important, souligne Christoph Schild. Dans la région de Port-Salut, nous comptons parmi les rares organisations actives dans la reconstruction: la population dépend de notre soutien.»

construction de sa maison: un montant qu'elle peut utiliser pour acheter des matériaux auprès de certains fournisseurs. S'y ajoutent 300 francs, destinés à l'acquisition d'un bassin de rétention des eaux pluviales.

### De l'eau à portée de main

La disponibilité immédiate de l'eau allège le quotidien des femmes, souvent contraintes de marcher de longues heures jusqu'à la source la plus proche. Le budget mis à disposition permet de construire une maison de 24, 30 ou 40 m<sup>2</sup>, selon l'apport personnel possible. Les artisans perçoivent un salaire journalier moyen de quinze francs. Afin d'en-

courager l'épargne, celui-ci est versé sur un compte auprès d'une microbanque locale.

Autre pilier du projet: les hébergements d'urgence résistant aux tremblements de terre et aux tempêtes. Ils visent à protéger les communautés en cas de nouvel ouragan ou de séisme. « Nous travaillons en étroite collaboration avec la protection civile. Ces abris permettent également la distribution de matériel de secours après une catastrophe », indique Martin Studer. Dans les montagnes au-dessus de Port-Salut, un prototype d'abri communautaire pouvant accueillir quelque 200 personnes est actuellement en cours de construction. Il comprend un enclos destiné aux animaux

d'élevage, ceux-ci représentant pour les agriculteurs une forme d'assurance-vie après une catastrophe. Parce que les semences revêtent la même importance, des récipients spécifiques sont également prévus.

### Administration léthargique et attentes élevées

Vingt-deux collaborateurs de la DDC travaillent actuellement au bureau de Port-Salut. « Souvent sur le terrain, nous sommes proches des gens: ils nous reconnaissent, relève Martin Studer. Ce sont les bases de la confiance et d'une coopération solide. » Les lenteurs administratives constituent son grand souci actuel: « Nous ne parvenons souvent pas à joindre les personnes importantes ou alors les réunions sont reportées à plusieurs reprises. »

Les partenaires nourrissent, de surcroît, des attentes élevées. « Nombre d'entre eux ont entendu ou vu comment d'autres bailleurs de fonds construisent en Haïti. Au lieu de simples latrines, les gens souhaitent de « véritables » WC avec chasse d'eau, alors qu'il n'y a pas de cuvette. » Martin Studer demeure optimiste: « Chaque maison achevée accroît la motivation de nos partenaires. » ■



Avant et après: les constructions sont plus stables grâce à une ossature de bois adaptée au milieu.

# UN LOGICIEL QUI FAIT FI DES FRONTIÈRES

Pour faciliter l'accès au système de santé, la DDC a fait développer en Tanzanie un logiciel dédié aux assurances maladie. Son succès est tel qu'il a aussi conquis le Népal, le Cameroun et le Tchad.

Texte : Christian Zeier

En Tanzanie, les malades qui se rendent dans un centre de santé doivent souvent tout payer de leur poche. Dans ce pays d'Afrique de l'Est, seule une personne sur six est au bénéfice d'une assurance maladie. Plus de 45 millions de patients assument eux-mêmes leurs frais de santé. Jaa Issa Waziri fait partie des exceptions. Lorsque cette habitante du petit village de Wisikwantisi a été opérée à l'hôpital

régional, les coûts ont été pris en charge par le fonds de santé du district. « Voir le fonds régler mes frais a été pour moi un moment inoubliable », commente-t-elle.

## Une solution numérique

Jaa Issa Waziri bénéficie d'un projet dont l'origine remonte aux années 1960. À l'époque, la DDC s'engage à améliorer les conditions sanitaires en Tanzanie. Au cours des décennies qui suivront, la Suisse poursuivra deux objectifs : garantir un système de soins plus performant et mettre en place des fonds de santé. L'idée était d'encourager la population à verser de façon anticipée une contribution à un fonds, qui permettrait ensuite de financer les traitements ambulatoires et les séjours hospitaliers. C'est ainsi qu'ont vu le jour des assurances maladie organisées au niveau local, auxquelles même les plus démunis ont accès.

Mais comment enregistrer aussi facilement que possible le plus grand nombre de personnes ? Et comment gérer les processus et les données nécessaires ? « Outre la qualité et le financement du système de soins, il nous fallait intégrer un autre aspect », explique Viviane Hasselmann, chargée des programmes Santé à la DDC. La Suisse a ainsi fait développer un système informatique basé sur Internet pour permettre l'enregistrement rapide des patients dans les villages et l'établissement de décomptes de prestations sous forme électronique. En

2012, le logiciel d'assurance maladie IMIS, mis au point par l'Institut tropical et de santé publique suisse (Swiss TPH), est lancé dans la région de Dodoma.

Alors que chaque foyer devait se contenter autrefois d'une seule carte d'assuré, Jaa Issa Waziri gère aujourd'hui ses prestations d'assurance maladie via son smartphone. Elle peut ainsi facilement renouveler une police ou faire valoir ses droits. Toutes les informations nécessaires se trouvent sur son téléphone lorsqu'elle doit se rendre à l'hôpital. Le système est devenu plus transparent, plus souple et plus performant. Des atouts qui ont fait monter en flèche le nombre d'assurés : selon Swiss TPH, plus de 1,8 million d'utilisateurs (actifs et passifs) ont déjà été enregistrés.

## La Tanzanie convaincue

L'an dernier, le gouvernement tanzanien a annoncé son intention d'étendre le système à l'ensemble du territoire. Pour la DDC, la phase de projet actuelle s'achève à la fin de l'année. Suivra une phase de désengagement, au cours de laquelle l'État bénéficiera d'un soutien pour le déploiement national. « Ensuite, le système devra fonctionner de manière totalement indépendante », indique Viviane Hasselmann.

Ce qui fait la spécificité d'IMIS est son adaptabilité aux besoins et aux langues les plus variés. Cette souplesse, associée

### OPEN SOURCE : LA BONNE APPROCHE

La mise à disposition en libre accès d'un programme qui fonctionne bien ne va pas de soi. « La DDC fait partie des rares donateurs clairement enclins à céder des licences gratuitement », souligne Siddharth Srivastava, spécialiste en financement de la santé à l'Institut tropical et de santé publique suisse. Le projet qui a ainsi vu le jour est une véritable collaboration pouvant profiter à un nombre croissant de pays. « Pour nous, cette approche est la bonne. La DDC montre l'exemple », poursuit-il. Pourtant, mettre en œuvre des solutions open source n'est pas toujours facile. Celles-ci doivent rester attrayantes par rapport aux logiciels commerciaux reposant sur des licences payantes. Et les pays connaissant une forte corruption ne sont pas nécessairement intéressés par des licences gratuites qui ne rapportent pas d'argent.



Grâce au logiciel IMIS, les populations reculées bénéficient de l'assurance maladie. Les patients peuvent être facilement enregistrés sur smartphone.

© DDC

### PREMIERS RÉSULTATS AU TCHAD

Au Tchad, la Suisse travaille, depuis 2009, à la mise en place d'assurances maladie locales, basées sur le principe de solidarité. Parallèlement, elle soutient le gouvernement, dans le cadre du réseau international P4H (Providing for Health), pour déployer un système de santé sur l'ensemble du territoire. «Le Tchad est un bon exemple de la complémentarité entre les niveaux bilatéral et international de la coopération au développement», relève Viviane Hasselmann, de la DDC. Des progrès restent à accomplir concernant la couverture. Dans les régions concernées, 6 % de la population se seraient inscrits jusqu'à présent. Selon l'experte, 10 % constituerait une proportion satisfaisante. Pour toucher un plus grand nombre de personnes, il faut améliorer la qualité du système de santé et introduire l'assurance maladie obligatoire à long terme sur l'ensemble du territoire.

aux premiers succès obtenus en Tanzanie, a servi de tremplin au logiciel pour son implantation dans d'autres pays. Swiss TPH a accompagné le lancement d'IMIS au Cameroun, où il permettra de gérer une assurance maladie à l'initiative de l'Église catholique. Au Népal, c'est la coopération au développement allemande qui a parrainé son introduction.

En tant que titulaire de la licence, la DDC approuve et encourage cet essor. «Le logiciel fonctionne bien et possède un grand potentiel. Nous avons donc réfléchi au moyen d'en faire profiter le plus de personnes possible», souligne Viviane Hasselmann. C'est ainsi que la Suisse et l'Allemagne ont lancé, en 2016, l'initiative openIMIS. Le but: créer, sur la base d'IMIS, un logiciel librement accessible à tout pays ou à toute organisation. Une communauté internationale de programmeurs, d'experts en assurances et d'utilisateurs sera chargée de poursuivre le développement du système.

### D'autres pays pour suivre le mouvement ?

Alors que cette communauté est en train de se former, le logiciel open source est déjà disponible. «Dès qu'une occasion se présente, nous faisons de la publicité. Lorsqu'un pays est intéressé, nous lui donnons un accès gratuit à la toute dernière version», précise Viviane Hasselmann. Le Congo teste actuellement

une version en français et openIMIS est utilisé dans le cadre d'un projet pilote au Tchad, où le logiciel vient compléter l'engagement de la DDC dans le domaine de la santé (voir encadré).

Serait-il donc possible de mettre en œuvre le programme dans tout pays à revenu faible ou intermédiaire? «Tout dépend, bien entendu, de la situation sur place», relativise Helen Prytherch, de Swiss TPH. L'enregistrement ne fonctionne que si les gens font confiance au système et la confiance ne s'installe que si le système de santé existant est suffisamment développé et fiable, poursuit-elle. Et de conclure: «Jusqu'à présent, nous avons collaboré avec des États et des organisations d'utilité publique, au niveau tant national que local. Si d'autres pays, même plus grands, manifestent leur intérêt, nous examinerons, bien sûr, la question.» ■

# DDC INTERNE

## BOSNIE ET HERZÉGOVINE : PRÉVENIR LES CATASTROPHES

(bloin) La DDC contribue à réduire les risques de catastrophe naturelle en Bosnie et Herzégovine. L'objectif est de diminuer la vulnérabilité sociale et économique des citoyens ainsi que des institutions face aux défis environnementaux. Conjointement avec cinq agences onusiennes (PNUD, FNUAP, FAO, Unicef et Unesco), la coopération suisse renforce les capacités de réaction des gouvernements locaux. L'accent est également mis sur la prévention des menaces climatiques. Il s'agit de détecter en amont les risques de glissements de terrain ou d'inondation. Le projet vise aussi à développer les moyens techniques, en particulier dans le secteur agricole, pour minimiser les pertes.

**Durée du projet:** 2018–2028

**Volume:** 5.5 millions CHF

## MOLDAVIE : EXPLOITER LE CAPITAL HUMAIN ET FINANCIER DES MIGRANTS

(hel) La Moldavie compte quelque 477 000 ressortissants à l'étranger sur une population totale de 2,8 millions. Avec le soutien de la Suisse, le gouvernement moldave entend mettre à profit l'expérience des migrants pour étoffer les services publics notamment. Au total, 55 initiatives locales sont lancées dans des domaines variés: économie, aménagement du territoire, eau et assainissement, infrastructures et activités socio-culturelles. La diaspora se mobilise ainsi pour le développement des communautés et la réintégration des migrants qui rentrent dans leur pays.

**Durée du projet:** 2019–2021

**Volume:** 7 millions CHF

## NÉPAL : RENFORCER LA PARTICIPATION POLITIQUE DES FEMMES

(bm) La Constitution népalaise de 2015 garantit aux femmes le droit d'être représentées dans les organes de l'État fédéral. Plus de 14 000 élues, dont la moitié est issue de groupes défavorisés, occupent, pour la première fois, un siège au niveau local. Pourtant, elles restent exclues des prises de décision en raison des normes patriarcales dominantes dans la société. Pour qu'elles puissent jouer pleinement leur rôle, la DDC soutient un programme de formation intitulé « She Leads ». Celui-ci porte sur le leadership et la prise de parole en public. Les compétences en matière de budgétisation et les connaissances de la procédure législative sont également développées. Le projet inclut aussi les hommes et les garçons, qui jouent un rôle clé.

**Durée du projet:** 2019–2022

**Volume:** 1.25 million CHF

## AFRIQUE DE L'OUEST : DES SERVICES FINANCIERS POUR LES AGRICULTEURS

(bm) En Afrique de l'Ouest, à peine 35 % de la population a accès aux services financiers (crédit, épargne, transferts, assurance). Les communautés rurales sont les plus désavantagées. Elles se trouvent ainsi dans l'incapacité de moderniser leur exploitation agricole et de développer des activités productives. La DDC appuie les institutions financières de l'Union économique et monétaire ouest-africaine dans l'élaboration d'une gamme de services financiers abordables et adaptés aux besoins des agriculteurs. Le projet cible particulièrement les femmes et les jeunes. Dynamiser l'économie locale contribue à la création d'emplois ainsi qu'à la sécurité alimentaire dans la région.

**Durée du projet:** 2018–2023

**Volume:** 9.9 millions CHF

## SYRIE : UN ABRÍ DÉCENT POUR LES POPULATIONS DÉPLACÉES

(ung) L'an dernier, la guerre en Syrie a entraîné l'exode de 1,6 million de personnes supplémentaires à l'intérieur du pays. Ce dernier compte, au total, 6,2 millions de déplacés internes. Les mouvements de population, les dégâts infligés aux bâtiments ou leur destruction ont pour conséquence des abris surpeuplés qui ne respectent pas les normes. De surcroît, les loyers sont à la hausse et la protection en matière de droit au logement s'avère faible. L'accès aux services de base et aux articles ménagers indispensables demeure, en outre, limité. La Suisse cofinance un nouveau projet du Conseil norvégien pour les réfugiés. Objectif: fournir un logement décent, de l'eau, des soins de santé, une éducation et des moyens de subsistance aux personnes déplacées.

**Durée du projet:** 2019

**Volume:** 5.6 millions CHF

## YÉMEN : LA SUISSE POURSUIT SON ENGAGEMENT EN FAVEUR DES CIVILS

(ung) Quatre années de conflits armés ont plongé le Yémen dans la plus grave crise humanitaire du moment. Les violences privent des millions de personnes d'eau, de nourriture et de soins. Elles entravent également l'acheminement de l'aide humanitaire. La Suisse versera, cette année, 14,5 millions de francs (13,5 millions au titre de l'aide humanitaire et un million pour le soutien à la paix) pour venir en aide à la population yéménite. L'accès à l'eau et à l'assainissement, la sécurité alimentaire et la protection des civils sont les priorités de l'engagement humanitaire de la DDC au Yémen.

**Durée du projet:** 2019

**Volume:** 14.5 millions CHF





# LA FORMATION DUALE ET SES LIMITES

Le système de formation dual suisse est un modèle de réussite. La coopération au développement est régulièrement encouragée à l'exporter dans des pays partenaires pour renforcer leur économie. Les avantages sont évidents. Quelles sont néanmoins les limites à cette transposition ?

Texte : Christian Zeier

«Le système éducatif helvétique impressionne le monde.» «Un modèle allemand fait école.» «Formation duale: essor à l'étranger.» Trois exemples, parmi tant d'autres, de titres enthousiastes dans la presse germanophone. Le système de formation dual pratiqué en Allemagne, en Autriche et en Suisse est considéré comme un modèle de réussite. La coopération étroite entre l'État et le secteur privé garantit la formation de spécialistes dont ce dernier a effectivement besoin. Grâce à un cursus alliant connaissances théoriques enseignées en classe et expérience pratique en entreprise, les apprentis acquièrent un savoir-faire sans cesse renouvelé. En règle générale, les pays qui ont adopté ce modèle affichent des taux de chômage relativement bas. Les milieux politiques appellent donc régulièrement à exporter ce système, en particulier dans des pays dont l'économie est faible et le chômage des jeunes élevé. Mais cette recommandation est-elle pertinente ?

Pour répondre à cette question, il faut d'abord se replacer dans le contexte des débuts de la coopération au développement en matière de formation professionnelle. La DDC s'engage dans ce domaine depuis plus de cinquante ans et s'inspire régulièrement du système dual helvétique. La liste des projets en la matière est longue et concerne aussi bien la Bolivie que le Burkina Faso ou le Bangladesh. Dans un premier temps, la coopération au développement, en Allemagne plus encore qu'en Suisse, s'est largement référée au modèle dual. «Grosso modo, il s'agissait d'appliquer ce système à l'identique dans d'autres pays», commente Sibylle Schmutz, responsable du Secrétariat du Comité des pays donateurs pour la formation professionnelle duale et collaboratrice de l'ONG Swisscontact.

## Des obstacles

Mais il est vite apparu que les conditions d'une telle transposition n'étaient, en de nombreux endroits, pas réunies. Dans un pays, la formation professionnelle est trop peu valorisée; dans un autre, c'est l'État qui décide des programmes scolaires sans se soucier des besoins de l'économie privée. «De nombreuses tentatives de transposer des modèles éprouvés dans un contexte différent ont échoué», constate Borhène Chakroun, responsable de la formation profession-

nelle à l'Unesco. En Suisse et en Allemagne, les systèmes ont pu se développer dans la durée. Ils reposent sur un maillage complexe entre associations, syndicats, autorités et secteur privé. «Il n'y a pas de recette miracle.»

Andrea Inglin, conseillère en formation professionnelle au sein du réseau thématique «Travail et revenu» à la DDC, le confirme: «Aujourd'hui, nous parlons plutôt de transfert d'éléments du système dual.» Pour déterminer les aspects qui peuvent être transposés, il faut tout d'abord se faire une idée de la situation dans le pays concerné. Quelle place occupent le secteur privé et l'État ? Quels

---

## LE SYSTÈME DUAL SUISSE

En Suisse, deux tiers des jeunes en fin de scolarité optent pour un apprentissage et donc pour la voie duale. «Dual» signifie ici que la formation s'effectue aux niveaux pratique et théorique. Dès le début, les apprentis travaillent dans une entreprise et étudient dans une école professionnelle. Une fois l'apprentissage terminé, les possibilités de formation continue sont nombreuses. Les diplômés peuvent poursuivre leurs études dans un établissement supérieur ou une haute école spécialisée.

Avec le soutien de la Suisse, les écoles professionnelles slovaques adaptent de plus en plus leurs cours aux besoins des entreprises. Les perspectives de ces apprentis boulangers sur le marché du travail s'en trouvent améliorées.

© DDC

groupes cibles veut-on atteindre? Selon Sibylle Schmutz, ces questions ont donné lieu, ces dernières années, à des débats plus nuancés quant à ce qui fonctionne ou non.

Ces discussions concernent également le Comité des pays donateurs pour la formation professionnelle duale. L'Allemagne, l'Autriche, le Liechtenstein et la Suisse promeuvent les échanges entre eux pour mettre à profit les avantages de la formation professionnelle duale dans la coopération au développement au niveau international. Ensemble, les partenaires définissent et défendent les grands principes du système. «Nous essayons de mettre en commun nos expériences, d'en discuter et de tirer des conclusions. Dégager des principes universels reste toutefois difficile», résume Sibylle Schmutz.

Une chose est sûre: pour porter ses fruits, le transfert d'éléments du système dual nécessite presque toujours un changement de mentalité. Dans les pays où la formation est la chasse gardée de l'État par exemple, l'adéquation entre l'offre et la demande de main-d'œuvre fait souvent défaut. «Pour y remédier, il faut coopérer avec le secteur privé et repenser la répartition des responsabilités», indique Sibylle Schmutz. Cela suscite des inquiétudes et des résistances. Le gouvernement doit céder une partie de ses prérogatives au secteur privé, tandis que les enseignants craignent pour leur emploi. «Ces acteurs sont sur la défensive. Un gros travail d'accompagnement est nécessaire pour faire évoluer les mentalités», poursuit-elle.

### Méfiance des entreprises

Autre difficulté: nombreux sont les jeunes et les adultes qui ne peuvent pas se permettre une formation de trois ou quatre ans comme en Suisse. De plus, les entreprises sont souvent méfiantes à l'idée de former des apprentis tout en les rémunérant. «Dans de nombreux pays, on craint que l'apprenti lance sa propre affaire et devienne un concurrent, dé-

plore Andrea Inglin, de la DDC. Le système fonctionne en Suisse, car les entreprises savent que l'existence d'un vivier de spécialistes bien formés ne peut être que dans leur intérêt.»

Le Comité des pays donateurs a publié, en 2016, une enquête d'experts pour déterminer quels éléments du système dual pouvaient être transférés avec profit et à quelles conditions. L'une des conclusions est que ce transfert requiert énormément de temps et se révèle extrêmement complexe. Le chômage des jeunes s'avère, certes, moins élevé dans les pays pratiquant le système dual, mais l'introduction de ce dernier ne l'améliore pas directement. «On ne peut escompter un impact positif qu'à long terme, avec des systèmes matures et des cursus professionnels vus dans leur ensemble», soulignent les auteurs.

### Des solutions sur mesure

Pour obtenir l'effet souhaité, il est utile d'ancrer la formation duale dans la politique menée par le gouvernement concerné, mais cela ne suffit pas. «Les acteurs étatiques ne sont pas des partenaires de premier choix», relève l'étude. Une transition réussie s'effectue via des associations professionnelles, des entreprises pionnières et des centres de formation innovants. Il faut donc agir sur le plan législatif pour rendre le cadre juridique plus favorable au système dual, tout en améliorant la mise en œuvre dans la pratique.

Au final, le succès de l'approche choisie dépend des conditions de départ dans le pays partenaire. Les écoles professionnelles albanaises, par exemple, assurent souvent formation théorique et pratique, sans connaissance précise des besoins du marché. Avec le soutien de la Suisse, des méthodes d'apprentissage novatrices et de nouveaux programmes ont été introduits dans les écoles. Les enseignants ont suivi, de plus, une formation pour accompagner efficacement les jeunes diplômés à leur entrée dans le monde du travail.

Dans les pays d'Afrique de l'Ouest tels que le Burkina Faso, la situation est tout autre. Les systèmes d'apprentissage traditionnels y sont largement répandus, les jeunes bénéficiant d'une formation complète en entreprise, mais sans diplôme officiel à la clé. Pour la coopération au développement, il s'agit donc de formaliser ces systèmes et de les assortir d'un cursus scolaire.

Chacun à leur manière, ces deux pays illustrent les possibilités de transposition du système dual: certaines composantes, bâties sur l'expérience suisse, peuvent être intégrées aux conditions locales. Autant de solutions donc que de secteurs, d'interlocuteurs et d'États partenaires. ■

---

#### DES PRIORITÉS

Dans le Message sur la coopération internationale de la Suisse 2017-2020, la DDC dit vouloir «renforcer de manière significative son engagement en matière d'éducation de base et de formation professionnelle. (...) Elle en fait des thèmes prioritaires». Ainsi a-t-elle augmenté les ressources de 50 % par rapport au crédit-cadre 2013-2016 dans ces domaines, pour atteindre plus de 600 millions de francs. Elle «s'inspire du modèle de formation duale en Suisse, tout en tenant compte des contextes et des situations des pays partenaires».

# OUTIL OU OBSTACLE À LA MISE EN ŒUVRE DE L'AGENDA 2030 ?

Le Seco et les milieux économiques en sont convaincus : les accords de protection des investissements sont nécessaires pour que les entreprises suisses investissent et créent des emplois dans des États fragiles. Un point de vue contesté par les organisations de la société civile : ces accords permettent surtout aux grands groupes d'imposer aux pays en développement leurs intérêts économiques.

Texte : Samuel Schlaefli

Depuis la fin des années 1950, 3000 accords de protection des investissements (API) ont été négociés dans le monde, dont 115 entre la Suisse et ses partenaires. La nationalisation de l'industrie du ciment par Hugo Chavez au Venezuela en 2008 illustre les effets de tels accords. Entreprise suisse présente dans le pays depuis 1978, Holcim y perd sa filiale du jour au lendemain. En vertu de l'API conclu en 1993, le cimentier réclame une indemnisation de 650 millions de dollars. Les négociations dureront plusieurs années. Le Venezuela versera la dernière tranche fin 2014.

## Protection contre les risques « non commerciaux »

« L'objectif principal des API est de protéger les entreprises suisses contre les risques non commerciaux à l'étranger », explique Lukas Siegenthaler, responsable du secteur Investissements internationaux et entreprises multinationales au Seco. Discrimination via le prélèvement de taxes spéciales par l'État, déni de justice par des tribunaux nationaux ou expropriation des biens de l'entreprise constituent quelques-uns de ces risques. « Pour les investisseurs helvétiques, les API sont indispensables dans les pays dont les tribunaux sont corrompus ou dépendants », précise



l'expert. Mais faut-il que les entreprises suisses investissent dans ces pays ? « Tous les États, même ceux dont la gouvernance est faible, ont besoin de ces investissements, en particulier les pays en développement », argumente Lukas Siegenthaler. Dans la durée, ces activités économiques peuvent aussi avoir un effet positif sur la gouvernance. « Les API offrent un cadre aux investissements. Ils sont un facteur de développement parmi tant d'autres. »

Les capitaux étrangers changent le visage de Nairobi : en 2006, la Suisse a signé un accord de protection des investissements avec le Kenya.

© Nicole Sobecki/IVII/Redux/laif

Selon Jan Atteslander, responsable Relations économiques extérieures chez economieuisse, le seul moyen de lutter efficacement contre la pauvreté est « une croissance économique durable et les API jouent ici un rôle clé en améliorant le cadre juridique des investissements à long terme ». Avec un montant de plus de 1000 milliards de francs, la Suisse fait partie des douze principaux investisseurs directs du monde. « Ces investissements créent des emplois, permettent la formation et le transfert de technologie. Ils contribuent directement à la croissance et, partant, à la réalisation des Objectifs de l'Agenda 2030. »

### Critique des tribunaux arbitraux

Thomas Braunschweig, responsable Politique commerciale au sein de l'organisation Public Eye, réfute ce raisonnement. « Des méta-analyses l'ont montré: il n'y a pas de corrélation claire entre API et investissements directs. » L'exemple du Brésil est, à ses yeux, éloquent: « Quatrième bénéficiaire mondial des flux d'investissements directs étrangers, ce pays n'a jamais signé d'API, hormis un accord avec l'Angola. » Par ailleurs, pour la première fois en 2017, plus d'accords ont été dénoncés – y compris avec la Suisse – que conclus. La plupart des dénonciations émanaient de pays émergents ou en développement, preuve que ces États se sentaient désavantagés par les API, invoque Thomas Braunschweig.

Principale pierre d'achoppement: l'arbitrage d'investissement. En cas de pertes dues à des « risques non commerciaux », les entreprises peuvent attaquer des États devant des tribunaux arbitraux internationaux. L'Uruguay, par exemple, a voulu suivre les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé et faire passer à 80% la surface des paquets de cigarettes mettant en garde contre les dangers du tabagisme. Philip Morris, dont le siège principal se trouve à Lausanne, a attaqué l'Uruguay en vertu de l'API signé par la Suisse pour faire valoir un manque à gagner après cette « expropriation de droits de propriété

intellectuelle ». De telles affaires ont un fort retentissement, relève Thomas Braunschweig. Depuis, certains États, frileux, se sont abstenus de réformer leur loi sur le tabac. Après des années de négociations et quelque 25 millions de dollars de frais, le tribunal arbitral a tranché en faveur de l'Uruguay.

### Droit de l'arbitrage interne

La plupart des jugements favoriseraient les États. Faux, dit Isolda Agazzi, responsable du dossier « Commerce international » chez Alliance Sud: « Les litiges réglés par voie extrajudiciaire ne sont pas comptabilisés dans les statistiques officielles. La proportion y est exactement inverse. » Alliance Sud exige que les API conclus par la Confédération ne s'appliquent plus sur des tribunaux arbitraux internationaux, mais donnent la priorité au droit national.

« Ces tribunaux soutiennent en premier lieu les intérêts des firmes. Pour s'en convaincre, il suffit d'observer la véhémence avec laquelle les entreprises les défendent dans le cadre d'accords de libre-échange tels que le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement », martèle Isolda Agazzi. En septembre 2016, quelque 100 000 personnes sont descendues dans la rue en Allemagne pour dénoncer ces accords, redoutant notamment de voir leurs droits de citoyens torpillés par des arbitrages d'investissement. ■

### NOUVELLES RÈGLES DE TRANSPARENCE

La Confédération a reconnu la nécessité d'une réforme des accords de protection des investissements (API). « La marge d'interprétation est aujourd'hui trop grande. Les accords sont trop peu détaillés, rédigés de manière trop générale. Investisseurs et États sont dans le flou », note Lukas Siegenthaler, du Seco. La transparence des tribunaux arbitraux est, en outre, insuffisante. Actuellement, seules les parties peuvent décider de rendre une procédure publique. Or, dans tous les cas, l'une d'elles est un État. La Suisse a ainsi participé, au niveau de l'ONU, à l'élaboration de nouvelles règles de transparence pour l'arbitrage d'investissement. Grâce à une convention complémentaire ratifiée par la Confédération en 2017, ces règles s'appliquent aussi aux procédures relatives à des API antérieurs. « Malheureusement, les pays en développement restent très prudents quant à la signature de cette convention, comme face à la transparence en général », déplore Lukas Siegenthaler.

Carte blanche

# LA JEUNESSE RWANDAISE, SOURCE D'ESPOIR ET D'INQUIÉTUDE

En voyageant à travers les innombrables collines du Rwanda, vous peinez à trouver une zone ni habitée ni cultivée. Avec une population estimée à quelque 12,7 millions d'habitants sur une superficie de 26 332 km<sup>2</sup>, le Rwanda affiche la plus forte densité de population d'Afrique (482 personnes/km<sup>2</sup>) et pointe au 14<sup>e</sup> rang mondial. La pyramide des âges y est typique de celle d'un pays à revenu faible ou intermédiaire, avec une base large: 40% de la population a moins de 15 ans et 67,7% moins de 30 ans. Selon les projections démographiques de l'Institut national de la statistique du Rwanda, la population devrait atteindre 16,3 millions d'habitants d'ici à 2032 (scénario moyen),



**ALICE NKULIKIYINKA** vit à Kigali. Elle est responsable des programmes du Business Professionals Network, une fondation suisse active dans la promotion des PME dans les pays en développement. Avant de retourner au Rwanda, elle a travaillé en Suisse auprès d'établissements bancaires renommés. En tant que directrice de projet, gestionnaire de produit ou responsable d'équipe, elle a dirigé des équipes internationales à Zurich, à Londres et à New York notamment et piloté des projets à Hongkong et à Singapour. Alice Nkulikiyinka est détentriche d'un Master ès Sciences en économie et informatique de l'Université de sciences appliquées de Worms (Allemagne) et d'un Master ès Sciences en gestion de l'informatique de l'Université de Constance (Allemagne).

avant une lente tendance à la stabilisation.

Même si le lien de causalité n'est pas direct et que de nombreux autres facteurs jouent un rôle, la plupart des experts s'accordent sur le fait qu'une surpopulation, associée à une composition démographique majoritairement jeune, présente un fort risque de troubles sociaux et de guerre civile. «Nous constatons que les pays dont 60% ou plus de la population a moins de 30 ans sont proportionnellement les plus touchés par les conflits civils», relève Elizabeth Leahy, de l'ONG Population Action International.

Le Rwanda prend ce risque très au sérieux. En 1994, les Interahamwe, «aile jeune» du parti au pouvoir à l'époque, étaient fortement impliqués dans les premières phases du génocide. Leur réputation diabolique a perduré, au point que, plus tard, on a qualifié tous les meurtriers d'Interahamwe. À l'époque, les personnes de moins de 30 ans représentaient 73,1% de la population rwandaise. Avertis, les dirigeants actuels travaillent à réduire la pauvreté et le chômage des jeunes pour éviter une déstabilisation potentielle du pays.

Dans un pays sans accès à la mer et aux ressources naturelles limitées, réduire la pauvreté et combattre le chômage ne sont pas évidents. Les emplois font défaut. Les jeunes doivent créer les leurs via l'entrepreneuriat. C'est néanmoins plus facile à dire qu'à faire. Tout le monde ne possède pas le caractère et les compétences nécessaires pour devenir un entrepreneur prospère. La plupart des gens considèrent les affaires comme un moyen de couvrir leurs dépenses quotidiennes. Pour générer des emplois à grande échelle, le Rwanda a besoin de personnes qui ont une stra-

tégie d'affaires à long terme. Des personnes qui ne pensent pas seulement à joindre les deux bouts à la fin du mois, mais se préoccupent du développement de leurs produits, de la conquête de nouveaux marchés et de leur survie dans des conditions difficiles.

---

**«UNE SURPOPULATION,  
ASSOCIÉE À UNE COMPOSITION  
DÉMOGRAPHIQUE  
MAJORITAIREMENT JEUNE,  
PRÉSENTE UN FORT RISQUE DE  
TROUBLES SOCIAUX ET  
DE GUERRE CIVILE.»**

---

Le 7 avril 2019, le Rwanda et le monde ont commémoré les vingt-cinq ans du génocide sur le thème de la jeunesse. Si cette population représente des risques, elle constitue également la clé de l'avenir. Avec elle, réfléchissons aux moyens de lui offrir un brillant avenir dans ce magnifique pays au cœur de l'Afrique. ■



# LES FEMMES EN OR DE LA PAZ

Pour attirer l'attention sur la violence à l'encontre des femmes, la troupe de théâtre bolivienne Kory Warmis fait preuve de créativité. Elle confronte les spectateurs aux abus et aux viols subis par ses membres, brisant ainsi un tabou.

Texte : Christian Zeier

C'est une troupe de théâtre pas comme les autres. Quand les membres de Kory Warmis montent sur scène en Bolivie, la première réaction du public est la surprise. Les actrices ne sont pas des professionnelles, mais des vendeuses ou des artisanes : des femmes ordinaires que l'on rencontre habituellement dans la rue ou au marché. Elles ne jouent pas de la fiction, mais leur propre histoire. Les protagonistes racontent les violences dont elles ont été personnellement victimes.

## La violence, un problème majeur

Un tiers des femmes boliviennes sont victimes d'abus sexuel avant l'âge de 16 ans. Et sept sur dix subissent des violences physiques au moins une fois dans leur vie. Bien que ce taux figure parmi les plus élevés du monde, le problème demeure tabou dans une grande partie du pays. « Dans les campagnes en particulier, il est très difficile d'aborder le sujet », indique María del Carmen Alarcón, responsable des projets culturels de la représentation suisse en Bolivie. « Nous soutenons Kory Warmis, car les femmes ont la possibilité, grâce au théâtre, d'exprimer de manière simple ce qui ne peut être dit ailleurs. »

Kory Warmis signifie « femmes en or » en aymara, la langue du peuple amérindien du même nom. La compagnie de théâtre a été fondée en 2016 par Erika Andia, célèbre actrice et metteuse en

scène bolivienne. Dans le cadre du projet « Mujer en camino » (« Femmes en chemin ») soutenu par le Fonds culturel de la représentation suisse, les pièces ont été traduites de l'espagnol en aymara. « Cela nous permet de nous produire davantage dans les zones rurales, explique Erika Andia. Le théâtre offre aux femmes une possibilité d'être elles-mêmes et de s'engager dans la société. »

Les actrices ont entre 7 et 70 ans. L'une d'entre elles, Gumercinda Mamani Chambi, confectionne des robes traditionnelles. Pour assister aux répétitions et donner des représentations, elle laisse derrière elle sa maison à la campagne et ses bêtes. Le voyage jusqu'à La Paz dure trois heures. « Comme beaucoup d'autres, je suis une survivante de la violence », témoigne-t-elle. À l'âge de 16 ans, elle a été agressée et abusée par trois hommes. Les coupables n'ont jamais été punis. « Je n'ai rien pu faire. C'est avec le temps seulement que j'ai compris que j'avais été violée », raconte aujourd'hui Gumercinda Mamani Chambi.

## Espoir de changement

Avec plus de vingt autres femmes, elle a donc décidé de suivre des cours de théâtre. Toutes investissent une grande partie de leur temps libre dans le projet – non pas pour être admirées ou applaudies, mais dans l'espoir d'apporter aux femmes un changement positif. « En ra-

contant nos propres histoires, nous leur donnons du courage. Elles doivent pouvoir se défendre sans avoir peur », relate Gumercinda Mamani Chambi.

## Talents cachés

La pièce touche la société. « Dans un premier temps, les spectateurs sont choqués. Puis, ils s'identifient aux actrices. Ces dernières sont comme un miroir d'eux-mêmes, des personnes ordinaires dont la vie n'est pas facile », note Erika Andia. La démarche fonctionne aussi bien à la campagne qu'à la ville, assure la metteuse en scène : « Après les représentations, de nombreuses femmes viennent nous voir. Elles nous racontent leurs propres histoires et souhaitent même prendre part au projet. »

Jouer les pièces en aymara facilite la communication avec le public rural. « C'est probablement la toute première fois qu'un projet aborde la question de la violence à l'encontre des femmes en aymara », souligne María del Carmen Alarcón. Le projet est mis en œuvre par Solidar Suisse. Selon Cecilia Campos, collaboratrice de l'ONG, de nombreuses institutions abordent le sujet, mais la plupart ont une approche extérieure et cérébrale. « Le théâtre, en revanche, touche l'âme et le cœur des gens. C'est ce qui rend ce projet si extraordinaire. » La troupe de Kory Warmis lève, en outre, le voile sur les nombreux talents cachés

que recèle la société bolivienne. «Il y a tellement de gens qui ont quelque chose à raconter et croient que l'art peut faire une différence.» Les institutions comme le Fonds culturel permettent d'encourager ces talents, se réjouit Cecilia Campos.

À la question de savoir si elle continuera à diriger le projet, Erika Andia acquiesce

sans hésitation: «Claro!» La troupe est devenue pour les femmes une seconde famille, dit-elle. «Elles passent un bon moment, tout en prenant part à quelque chose qui les dépasse.» Les actrices ont même acquis une certaine notoriété: elles sont sollicitées pour des événements ou des rôles au cinéma et peuvent ainsi cofinancer le projet. «De nom-

breuses portes sont en train de s'ouvrir», poursuit Erika Andia. Les femmes en or souhaitent toucher le cœur des spectateurs. «Tout porte à croire qu'elles y sont parvenues.» ■







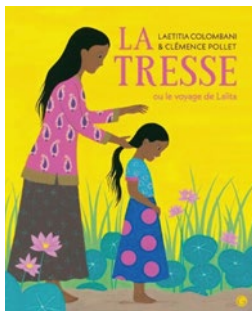
## LE POING LEVÉ

(zs) Quels sont les points communs entre Artemisia Gentileschi, peintre italienne de la Renaissance, et Malala Yousafzai, jeune militante pakistanaise et prix Nobel de la paix 2014? «Des revendications pour les femmes, bien sûr, mais aussi une folle détermination, un appétit de vivre extraordinaire, une foi inébranlable dans la justesse de leur cause», relève ce livre documentaire qui s'adresse aux enfants dès dix ans. L'ouvrage brosse le portrait de quarante figures féminines. Deux pages illustrées sont consacrées à chacune d'elles, retraçant leurs faits d'armes, leurs moyens d'expression, leurs actions et les événements marquants de leur parcours. Ces combattantes ont œuvré dans le domaine des arts, de la politique, des sciences et des médias. Elles ont fait progresser la liberté d'expression, l'accès à l'éducation, le droit de vote ou encore la dignité des homosexuelles. Parmi elles, citons l'écrivaine française Simone de Beauvoir, l'avocate iranienne Shirin Abadi ou encore l'anarchiste et féministe japonaise Noe Itō. Leur biographie saura peut-être inspirer les activistes de demain.

Isabelle Motrot, Véronique Joffre, Femmes - 40 combattantes pour l'égalité, Gallimard Jeunesse, Paris, 2018

### LIVRES

#### UNE RÉFLEXION IMAGÉE SUR LES DIFFÉRENCES SOCIALES



(zs) Comme chaque matin, Smita peigne les cheveux de sa fille Lalita. Ceux-ci n'ont jamais été coupés. En Inde, les femmes

conservent longtemps leurs cheveux de naissance, parfois leur vie entière. Smita partage la chevelure en trois mèches avant d'entrelacer soigneusement ces dernières pour en faire une tresse. Aujourd'hui est un grand jour: Lalita entre à l'école. Sa maman, née Dalit (Intouchable), rêve de la voir échapper à sa misérable condition grâce aux études. Cet ouvrage coloré et lumineux est l'adaptation jeunesse du volet indien du best-seller *La Tresse*. Magnifiquement illustré, ce récit de vie, de révolte et d'espoir interroge les différences sociales, la condition féminine ainsi que l'accès à l'éducation.

Laetitia Colombani, Clémence Pollet (illustratrice), *La Tresse ou le voyage de Lalita*, Grasset, Paris, 2018

#### L'INCROYABLE PARCOURS D'UN RÉFUGIÉ SYRIEN



(zs) En mars 2015, un pilote dépressif de la compagnie allemande Germanwings précipite son avion avec 150 passagers à bord contre un flanc de montagne. L'événement fait la une des journaux, tandis qu'un autre drame n'est cité que brièvement en bas de page: quelque 400 migrants se noient dans la Méditerranée. Le dessinateur français de bande dessinée Fabien Toulmé décide alors d'illustrer l'incroyable périple d'une famille de réfugiés. Lui s'appelle Hakim, elle Najmeh. Le couple a un fils de trois ans, Hadi. Des jours durant, l'auteur recueille le témoignage d'Hakim: sa vie avant le conflit syrien, sa jeunesse, son activité de pépiniériste, les manifestations contre Bachar el-Assad dans la foulée du Printemps arabe, les premiers morts jusqu'à son exil forcé qui le conduira de Damas à Aix-en-Provence, en passant par la Jordanie et la Turquie notamment. Cet album se révèle captivant et poignant. On attend les deux prochains tomes avec impatience.

Fabien Toulmé, De la Syrie à la Turquie: l'Odysée d'Hakim tome 1, Éditions Delcourt, Paris, 2018

#### INTERROGER LES TERMES DE L'IMMIGRATION

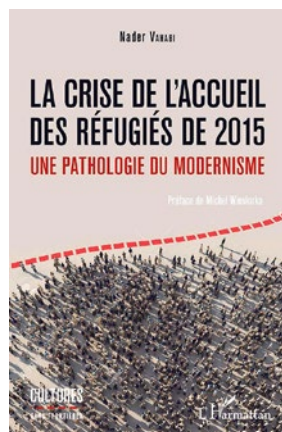


(zs) Les mots que l'on emploie ne sont pas anodins. En août 2015, un journaliste d'Al Jazeera en anglais annonce qu'il n'utilisera

plus le terme « migrant » pour qualifier les personnes venant de Syrie, d'Afghanistan, d'Irak et d'Afrique de l'Est, le considérant péjoratif et déshumanisant. À ce vocable, il préférera celui de « réfugié », qui évoque plus précisément la situation de ces individus en quête d'un refuge, fuyant la guerre et la famine. « Cet événement discursif a eu un impact considérable, contribuant certainement à attirer l'attention de l'opinion publique sur ces situations dramatiques », relèvent, dans leur ouvrage, Laura Calabrese, titulaire de la Chaire de communication multilingue à l'Université libre de Bruxelles, et Marie Veniard, maître de conférences à l'Université Paris Descartes et analyste de discours. Lesquelles soulignent ainsi l'importance des mots dans la construction de la réalité sociale. Ce recueil interdisciplinaire invite les lecteurs à questionner leurs « grilles de perception du réel ».

Laura Calabrese et Marie Veniard, *Penser les mots, dire la migration, Academia-L'Harmattan, Paris, 2018*

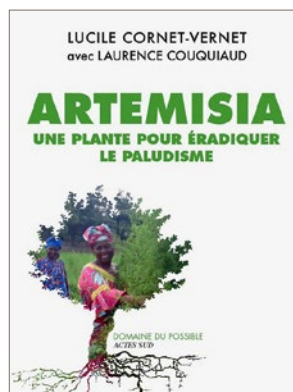
#### LA CRISE MIGRATOIRE DE 2015 : UN ABUS DE LANGAGE ?



(zs) En quoi le flux migratoire de 2015 représente-t-il une crise ? Pourquoi tant de réfugiés ont mis leur vie en péril pour venir en Europe ? Comment les pays du Vieux Continent réagissent-ils ? Autant de questions auxquelles tente de répondre le livre *La crise de l'accueil des réfugiés de 2015, une pathologie du modernisme*. Selon son auteur, le docteur en sociologie politique Nader Vahabi, il s'agit bien d'une « crise d'accueil » et non d'une « crise migratoire ». D'ailleurs, le mot crise « est-il vraiment approprié ? Ne correspond-il pas à un abus de langage ? », interroge le Franco-Iranien. Ce dernier démontre que les flux ne se limitent pas à l'Europe seule, bien au contraire. Les chiffres le démontrent. L'ouvrage est dédié « aux damnés de la mer Méditerranée devenue leur cimetière ».

Nader Vahabi, *La crise de l'accueil des réfugiés de 2015, une pathologie du modernisme, L'Harmattan, Paris, 2018*

#### UNE PLANTE ACCESSIBLE À TOUS POUR LUTTER CONTRE LE PALUDISME



(zs) Le paludisme est une maladie qui affecte aujourd'hui encore la moitié de l'humanité. Pour combattre ce fléau endémique, un réseau de médecins entend « légaliser » l'*Artemisia annua* et *afra* (la variété africaine), une plante de la famille des armoises qu'ils jugent plus efficace que le médicament contenant son principe actif. Utilisée avec succès depuis des millénaires en Chine, elle ne convainc, toutefois, ni l'Organisation mondiale de la santé ni l'industrie pharmaceutique. Au contraire, le Docteur Cornet-Vernet défend ce remède naturel : « Nos études prouvent que l'*Artemisia annua* et *afra* traversent la barrière hépatique pour détruire la réserve de parasites qui s'y trouvent. Au bout de sept jours, une personne traitée n'a plus de gamétocytes dans le sang. Même si l'Anophèle vient piquer, il ne pourra plus absorber l'agent causal et transmettre le parasite », déclare-t-elle.

Lucile Cornet-Vernet avec Laurence Couquiaud, *Artemisia: une plante pour éradiquer le paludisme, Domaine du possible Actes Sud, Paris, 2018*

#### MUSIQUE

##### DOUX ET EXIGEANT

(er) Passionnée et dynamique, mais aussi retenue, exigeante et douce, la voix au timbre nuancé de Minyeshu Kifle Tedla est influencée par le blues abyssinien Tezeta. Chanteuse éthiopienne basée aux Pays-Bas, cette artiste est encore méconnue en Suisse. À l'adolescence déjà, elle se produisait dans différents pays d'Afrique de l'Est et a ainsi été découverte par Mulatu Astatke, légende vivante de l'éthio-jazz. Ainsi, les treize morceaux de son quatrième album mêlent accents jazzy, ambiances folk, rythmes afropop et reggae pour un

résultat à la fois vivant et méditatif. Dix-sept musiciens ont contribué à créer un son unique au caractère rafraîchissant, harmonisé avec soin et amour. La musique souligne les textes amhariques dédiés à la vie des femmes.

Minyeshu, Daa Dee (*Arc Music*)

#### VIBRANT ET COHÉRENT



(er) Quatuor irano-mongol fondé en 2009, Sedaa signifie « voix » en persan. Celles-ci se révèlent époustouflantes dans ce quatrième album : masculines et grandioses, elles font vivre les techniques ancestrales des chants diphoniques khöömi et kargyraa. Les trois musiciens mongoles et leurs compagnons iraniens enchantent également par des paysages sonores captivants grâce au ikh khuur (contrebasse), au morin khuur (vièle à tête de cheval), au yochin (cithare à 120 cordes), au hel khuur (guimbarde), au bishgür (hautbois), à la guitare et au cajón (caisse de résonance). Les voix et les instruments fusionnent les sons mystiques des steppes mongoles et les rythmes orientaux avec des structures tirées des chansons européennes modernes pour créer des ambiances et vibrations enchanteresses. *Sedaa, East West (DMG Germany/Broken Silence)*

#### FILMS

##### UN TRIO INTEMPOREL



(wr) Les premières œuvres du réalisateur iranien Asghar Farhadi ont été réunies dans un coffret DVD de trois films. *La Fête du feu* (2006) et *À propos d'Elly* (2009) n'ont reçu l'attention internationale qu'ils

méritent qu'après l'énorme succès rencontré par *Une séparation* (2011), Ours d'or à Berlin et Oscar du meilleur film étranger. Les trois longs métrages sont désormais disponibles en DVD, en version originale sous-titrée en français et en allemand. Ils forment un trio thématique à la fois intense et intemporel qui a façonné un cinéma iranien en plein essor. Le cinéaste se penche sur la classe moyenne de son pays d'origine et les difficultés du mariage dans un environnement où l'argent ne constitue pas le problème central. Il traite de questions universelles avec une esthétique et une dramaturgie qui ont influencé le cinéma moderne. Ce coffret est accompagné d'un livret illustré et d'un essai sur l'œuvre du réalisateur.

Coffret *Ashgar Farhadi*; disponible sur [www.trigon-film.org](http://www.trigon-film.org)

## COMBAT POUR LES DROITS DES PENAN



(dg) Le documentaire *The Borneo Case* traite de l'héritage du militant écologiste bâlois Bruno Manser. Plus de quinze ans après sa disparition mystérieuse dans la jungle de Bornéo, ses préoccupations n'ont rien perdu de leur actualité. Dans la lutte contre la déforestation des forêts primaires et la marginalisation des Penan, un peuple indigène, trois personnes ont uni leurs forces: Lukas Straumann du Bruno Manser Fonds, Mutang Urud, ami et ancien compagnon de lutte, ainsi que la journaliste d'investigation Clare Rewcastle à Londres. En effectuant des recherches sur les coupes de bois illégales dans la forêt pluviale du Sarawak, ils ont découvert un réseau de corruption d'ampleur mondiale qui s'étend de l'élite dirigeante malaisienne aux banques suisses. Grâce à une volonté obstinée et à des méthodes peu conventionnelles, le groupe a pu obtenir des résultats concrets en faveur des Penan et de leur habitat menacé.

*The Borneo Case*, Documentaire de Erik Pauser et de Dylan Williams, Suède, 2016; disponible sur [www.education21.ch/fr/films](http://www.education21.ch/fr/films), [www.filmeeineweltvod.ch](http://www.filmeeineweltvod.ch)

## FORMATION CONTINUE

### DIPLOME POSTGRADE

Le Centre d'études du développement et de la coopération (NADEL) de l'EPFZ propose au semestre d'automne 2019 les formations continues suivantes:

- Planning and Monitoring of Projects (23.9-27.9)
- Engaging with Policy Processes: Strategies and Tools (30.9-4.10)
- Fraud and Corruption: Prevent, Detect, Investigate, Sanction (23.10-25.10)
- Qualitative Research for Development Practitioners (28.10-1.11)
- VET between Poverty Alleviation and Economic Development (4.11-8.11)
- Fragile Contexts - From Humanitarian Aid to Development (25.11-29.11)

Informations et inscriptions: [www.nadel.ethz.ch](http://www.nadel.ethz.ch)

## DIVERS

### CONFÉRENCE ANNUELLE DE LA DDC

La Conférence annuelle de la coopération suisse au développement aura lieu le vendredi 21 juin au Forum de Fribourg. Elle portera sur le thème des « Nouveaux partenariats ». Des orateurs de pays partenaires présenteront leurs expériences pratiques. Gratuite, la Conférence est ouverte à toute personne intéressée.

Inscriptions: [www.ddc.admin.ch/co-cd](http://www.ddc.admin.ch/co-cd)

### DES EXPERTS VIENNENT À VOUS

Souhaitez-vous obtenir des informations de première main sur la politique étrangère? Des spécialistes du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) sont à la disposition des écoles, des associations et des institutions pour présenter des exposés et animer des débats sur divers sujets de politique étrangère. Le service de conférences est gratuit. Il n'est toutefois disponible qu'en Suisse et 30 personnes au moins doivent prendre part à la manifestation.

Informations: Service de Conférences, Information DFAE, Palais Fédéral Ouest, 3003 Berne; tél. 058 462 31 53, courriel: [vortragsservice@eda.admin.ch](mailto:vortragsservice@eda.admin.ch)

## IMPRESSUM

*Un seul monde* paraît quatre fois par année en français, en allemand et en italien.

### Éditeur

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

### Comité de rédaction

Manuel Sager (responsable), George Farago (coordination), Beat Felber, Barbara Hell, Isabelle Kaufmann, Marie-Noëlle Paccolat, Özgür Ünal

### Rédaction

Beat Felber (bf, production), Luca Beti (lb), Zélie Schaller (zs), Samuel Schlaefli (sch), Christian Zeier (cz)

Réalisation. Photolitho et impression Stämpfli SA, Berne

### Reproduction

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

### Abonnements et changements d'adresse

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de: Information DFAE, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne.

Courriel: [deza@eda.admin.ch](mailto:deza@eda.admin.ch)  
Tél. 058 462 44 12  
Internet: [www.deza.admin.ch](http://www.deza.admin.ch)

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total: 47 400

Couverture: La Foundation for Innovative New Diagnostics, basée à Genève, apprend au personnel médical géorgien à diagnostiquer l'hépatite C. © FIND/W. Bremridge

ISSN 1661-1675

## COUP DE CŒUR



### Tendre un miroir au public

La slameuse Fatima Moumouni est actuellement en tournée en Suisse pour présenter *Gold*, son nouveau spectacle. Ses thèmes privilégiés: la migration et le racisme.

Pour mes représentations au Togo, à Singapour ou au Brésil, mes textes sont parfois traduits, mais pas toujours. C'est là que mon style expressif se révèle très utile. Et les échanges sont inspirants. Lors de mes déplacements, j'apprends toujours quelque chose de nouveau sur une culture. En Espagne, par exemple, j'ai été très surprise de constater à quel point la situation de nombreux professionnels du spectacle est précaire. Dans la plupart des pays, les activités culturelles ne sont pas autant subventionnées qu'en Suisse. Sans vouloir romancer la situation, cette précarité a une influence sur les artistes: ce qu'ils font a une valeur plus grande pour la société qu'en Suisse. Allemande à la peau foncée établie à Zurich, j'apporte en quelque sorte un regard extérieur sur la Suisse. Sur scène, je joue avec cet élément, me glisse dans un rôle et tend un miroir au public. Mais quand un spectateur me rejoint après une représentation pour me demander « Je peux toucher ? » ou « Tu viens d'où en fait ? », c'est très agaçant. À l'étranger, je vis mes représentations de manière différente: je ne suis pas la seule à avoir une peau noire ou à traiter de thèmes tels que la migration ou le racisme.

(Propos recueillis par Christian Zeier)

« Pour une tonne de riz bio, nous payons les producteurs 350 dollars au lieu des 200 habituels, ce qui double quasiment leur revenu. »

Saran Song, page 16

---

« La politique ethnique des trente dernières décennies a fait de nous tous des entités ethniques plutôt que des individus dotés d'une personnalité propre. »

Fasil Lencho, page 25

---

« Comme beaucoup d'autres, je suis une survivante de la violence. »

Gumercinda Mamani Chambi, page 39

---